

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1130

6 mai 2014

SOMMAIRE

Altisource Portfolio Solutions S.A.	54197	L.P.M. Holding S.A.	54204
AmTrust Re Alpha	54237	M&G Real Estate Finance 3-B Co. S.à r.l.	54224
Athena Holding S.A.	54201	Mont Blanc Sports Group Holding S.à r.l.	54239
Athena International S.A.	54201	Multis S.A.	54202
Circuit Foil Luxembourg	54223	NA Renewable Energy S.C.A., SICAV-FIS	54207
Cliffs Finance Lux SCS	54206	Olux S.A.	54194
Comfintex S.A.	54201	OptiTrend Balance	54205
Corporate II	54203	Orolux S.A.-SPF	54205
Corporate III	54203	Panelux S.A.	54216
d'Amico International Shipping S.A.	54206	Panhold S.A.	54216
Dilos S.A.	54206	Pitcairns Finance S.A. - SPF	54197
DWS Garant	54204	Prisma Alternatives Fund	54209
Dynex Energy S.A.	54195	Siblings Holding S.à r.l.	54240
Estinbuy S.A.	54194	Société à Portefeuille de Luxembourg S.A.	54202
Finance Stratégique Luxembourg S.A. ...	54218	Tabiadasc Real Estate S.A.	54197
FVVP S.A.	54194	Tiberius Commodity Fund of Funds	54205
Gagfah S.A.	54198	Tinsel Group S.A.	54194
HVB Opti Select Balance	54205	Vega Services S.à r.l.	54210
Imeris S.A. - SPF	54195	Venus Holding S.A.	54196
Intes S.A.	54202	Venus International S.A.	54196
Investissements du Centaure	54195		
IVG HAEK HoldCo	54240		
Jardilux S.A. - SPF	54196		
Lasserre Investments S.A.	54201		
Liquiditätsfluss No.2 S.A.	54216		

Olux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 152.254.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 22 mai 2014 à 11:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014057482/696/17.

Estinbuy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 44.769.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 22 mai 2014 à 10:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014057483/696/17.

FVVP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5978 Itzig, 13, rue Abbé Nicolas Weyrich.
R.C.S. Luxembourg B 132.465.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014038182/10.

(140043902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2014.

Tinsel Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 121.180.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 13 mars 2014.

Référence de publication: 2014038468/10.

(140043927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2014.

Investissements du Centaure, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 58.474.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 28 mai 2014 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014061526/755/18.

Imeris S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 72.970.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme IMERIS S.A.-SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 21 mai 2014 à 12.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2013.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014061527/750/15.

Dynex Energy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 164.435.

We hereby give you notice of an

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company that will be held on 22nd May at 10.00 a.m. (local time) at the registered office of the Company at which the following Agenda will be considered:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Statutory auditor.
2. Approval of the balance sheet, the profit and loss account and appropriation of the result as at 31st December 2012.
3. Discharge to be given to the Directors and the auditor.
4. Appointment with immediate effect of the following directors:
 - Mr. Ludovico PEIRCE CHIANESE,
 - Mr. Luciano PETTI,
 - Mr. Luigi GIACUMBO,
 - Mr. Christian KRUPPA.
5. Acknowledgment and acceptance of the resignation of the following directors with immediate effect:
 - Mrs Geneviève BLAUEN-ARENDDT, President
 - Mrs Annie SWETENHAM,

- Mr. Marc SCHMIT.
6. Nomination of Mr. Christian KRUPPA as Chairman of the Board of Directors.
 7. Resignation of MOTHERWELL SERVICES LIMITED as statutory auditor and appointment of International Audit Services S.à r.l., with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, as "Réviseur d'entreprises agréé".
 8. Discharge to be given to the statutory auditor, MOTHERWELL SERVICES LIMITED, resigning.
 9. Determination of Directors' Remuneration.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014060508/31.

Venus Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 55.063.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le 22 mai 2014 à 13h00 au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 30.06.2011 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Décision relative à l'application de l'article 100 de la loi sur les sociétés.
4. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014061525/3560/15.

Venus International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 55.064.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le 22 mai 2014 à 12 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 30.06.2011 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014061529/3560/14.

Jardilux S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 87.857.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme JARDILUX S.A.-SPF sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 21 mai 2014 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2013.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014061531/750/15.

Tabiadasc Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 85.240.

The shareholders are hereby convened to the

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on *May 26, 2014* at 2.00 p.m. at the registered office of the company, with the following agenda:

Agenda:

1. Perusal of the report of the supervisory auditor.
2. Approval of the annual accounts as of December 31, 2013.
3. Appropriation of results as of December 31, 2013.
4. Discharge to the directors and to the supervisory auditor for the performance of their mandates during the related fiscal year.
5. Decision on the company's dissolution according to article 100 of the amended Companies' law of August 10, 1915.
6. Discharge to the resigning A director and chairman of the board of directors, Mr. Philippe TOUSSAINT, for the performance of his mandates.
7. Ratification of the co-option of Ms. Katia CAMBON as A director and chairwoman of the board of directors decided on August 30, 2013 by a decision of the remaining directors and appointment of Ms. Katia CAMBON as A director and chairwoman of the board of directors until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2019.
8. Transfer of the registered office from L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, to L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

The board of directors.

Référence de publication: 2014061524/29/24.

Pitcairns Finance S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 33.106.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be exceptionally held at 163 Rue du Kiem, L-8030 Strassen on *May 14, 2014* at 10.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the exceptional date of the Statutory Annual General Meeting.
2. Report of the Directors on the annual accounts as at December 31st, 2013 (the "2013 Annual Accounts").
3. Report of the Statutory Auditor on the 2013 Annual Accounts.
4. Approval of the 2013 Annual Accounts.
5. Ratification of the interim dividend declared and paid out.
6. Discharge to the Directors, to the Statutory Auditor.
7. Election or re-election of Directors and of the Statutory Auditor.
8. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014057493/771/19.

Altisource Portfolio Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 72.391.

Our

ANNUAL MEETING

of Shareholders will be held:

Date: *Wednesday, May 21, 2014*

Time: 9.00 a.m., Central European Time

Location: Altisource Portfolio Solutions S.A., 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg

Agenda:

- To elect five (5) Directors for a one (1) year term and/or until their successors are elected and qualified;
- To approve the appointment by the Audit Committee of our Board of Directors of Deloitte & Touche LLP to be our independent registered certified public accounting firm for the year ending December 31, 2014 and Deloitte Audit S.à r.l. to be our certified auditor for all statutory accounts as required by Luxembourg law for the same period;
- To approve Altisource Portfolio Solutions S.A.'s annual accounts prepared in accordance with accounting principles generally accepted in Luxembourg ("Luxembourg GAAP") for the year ended December 31, 2013 (the "Luxembourg Annual Accounts") and its consolidated financial statements prepared in accordance with accounting principles generally accepted in the United States ("U.S. GAAP") including a footnote reconciliation of equity and net income to International Financial Reporting Standards ("IFRS") for the year ended December 31, 2013 (the "Consolidated Accounts") (together, the "Luxembourg Statutory Accounts");
- To receive and approve the Directors' reports for the Luxembourg Statutory Accounts;
- To allocate the results in the Luxembourg Annual Accounts;
- To approve, on an advisory (non-binding) basis, the compensation of Altisource's named executive officers as disclosed in the Proxy Statement ("Say-on-Pay");
- To approve the compensation for the Chairperson of our Compliance Committee;
- To discharge each of the current and past Directors of Altisource Portfolio Solutions S.A. for the performance of their mandate during the year ended December 31, 2013 and
- To transact such other business as may properly come before the meeting and any adjournment of the meeting.

Référence de publication: 2014052153/5267/33.

Gagfah S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 109.526.

The Shareholders of GAGFAH S.A. (the "Company") are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders on Thursday, June 12, 2014, at 2:00 p.m. (Luxembourg time) at the Luxembourg Chambre de Commerce, 7, Rue Alcide de Gasperi, L-2981 Luxembourg-Kirchberg, Grand Duchy of Luxembourg.

I. Agenda of the Annual General Meeting

Agenda:

1. Presentation of the statutory Management Report and the consolidated Management Report for the financial year ended December 31, 2013;
2. Presentation on 2014 including an update on
 - operational activities of the GAGFAH GROUP;
 - corporate governance and
 - expected dividend policy;
3. Presentation of the reports by the auditors of the Company in respect of the statutory financial statements of the Company and in respect of the consolidated financial statements of the Company and its Group, for the financial year ended December 31, 2013;
4. Approval of the statutory financial statements of the Company for the financial year ended December 31, 2013;
5. Approval of the consolidated financial statements of the Company and its Group for the financial year ended December 31, 2013;
6. Resolution concerning the allocation of the results of the Company for the financial year ended December 31, 2013;
7. Discharge (quitus) to all the Directors of the Company who were in office during the financial year ended December 31, 2013;
8. Election of Mr. Gerhard Zeiler (independent) as director of the Company (following co-optation which occurred on March 25, 2014), for a term to end at the general meeting of shareholders approving the statutory financial statements of the Company for the financial year ending December 2018;
9. Compensation of Directors.

The Annual General Meeting will validly deliberate on the agenda regardless of the number of shareholders present and of the number of shares represented, and the resolutions relating to these agenda items will be adopted by a simple majority of the votes validly cast. Each share is entitled to one vote.

In compliance with the laws and regulations in force and applicable to the Company, the required supporting documentation, the convening notice, the total number of shares of the Company and voting rights, the draft resolutions, the Intention to Participate Form, the AGM Proxy Form and the Model Certificate of Evidence, are deposited and available

in the English and German language at the Company's registered office and on the website of the Company (<http://www.gagfah.com>, "Investor Relations", "Annual General Meeting"). Shareholders may upon request obtain a copy of the full, unabridged text of the documents to be submitted to the Annual General Meeting and draft resolutions proposed to be adopted by the Annual General Meeting by electronic means at the address of the Company indicated below or at the registered office of the Company by contacting Haubrok Corporate Events GmbH ("Haubrok") (see contact details below) or the Company (see contact details below).

Shareholders may obtain free of charge a hard copy of the statutory and consolidated financial statements relating to the financial year 2013 (in English language only) at the Company's registered office or by contacting the Company or Haubrok (see contact details below).

II. Right to put items on the agenda and to table draft resolutions

In accordance with the Luxembourg law of May 24, 2011, on the exercise of certain rights of shareholders in general meetings of listed companies (the "Shareholders' Rights Law"), shareholders holding individually or collectively at least five (5) per cent of the issued share capital of the Company: (a) have the right to put items on the agenda of the Annual General Meeting; and (b) have the right to table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of the Annual General Meeting. Those rights shall be exercised by the request in writing of the relevant shareholders submitted to the Company by postal services or electronic means at the addresses of the Company indicated below. The request shall be accompanied by a justification or a draft proposed resolution and shall include the electronic or postal address to which the Company can acknowledge receipt of the request. Any such request from shareholders must be received by the Company at the latest on May 21, 2014 (midnight (12:00 p.m./24:00 Luxembourg time)).

III. Right to ask questions at the Annual General Meeting

In accordance with the Shareholders' Rights Law, shareholders have the right to ask questions at the Annual General Meeting related to items on the agenda. The right to ask questions and the obligation of the Company to answer are subject to the measures to be taken by the Company to ensure the identification of shareholders, the good order of the Annual General Meeting and its preparation as well as the protection of confidentiality and business interests of the Company.

IV. Annual General Meeting - Participation in person or voting by proxy

In accordance with the Shareholders' Rights Law, the right to participate and speak at general meetings of shareholders and to vote in respect of the shares of the Company is restricted to those who are holders of shares of the Company on May 29, 2014 at midnight (12:00 p.m./24:00 Luxembourg time (the "Luxembourg Record Time")).

Shareholders will only be entitled to participate and/or to vote (personally or by proxy) at the Annual General Meeting in respect of those shares of the Company in respect of which they duly evidence that they were the holders thereof at the Luxembourg Record Time. Any changes to their shareholding after the Luxembourg Record Time shall be disregarded in determining the rights of any shareholder to participate and/or to vote (personally or by proxy) at the Annual General Meeting.

If you are a holder of shares of the Company at the Luxembourg Record Time and you wish to participate in the Annual General Meeting, you must complete and return on or before the Luxembourg Record Time the following documents:

- (i) the Intention to Participate Form (if you wish to participate in person); or
- (ii) the AGM Proxy Form (if you wish to vote by proxy).

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. The co-proprietors, the usufructuaries and bare-owners of shares, the creditors and debtors of pledged shares must appoint one sole person to represent them at the Annual General Meeting.

PLEASE NOTE THAT A FAILURE TO COMPLETE AND RETURN EITHER THE INTENTION TO PARTICIPATE FORM OR THE AGM PROXY ON OR BEFORE THE LUXEMBOURG RECORD TIME MEANS THAT YOU WILL NOT BE ABLE TO PARTICIPATE IN OR VOTE AT THE ANNUAL GENERAL MEETING.

If the Intention to Participate Form is received timely, then the AGM Proxy Form and the Certificate of Evidence may be returned after the Luxembourg Record Time but should still be returned as soon as possible and in any event no later than midnight (12:00 p.m./24:00 Luxembourg time) on June 5, 2014.

Please note if you want to participate in and vote at the Annual General Meeting (personally or by proxy) that you are by law required to provide reasonably satisfactory evidence to the Company (no later than midnight (12:00 p.m./24:00 Luxembourg time) on June 5, 2014) as to the number of the shares of the Company held by you at the Luxembourg Record Time. Such evidence must include at least: identity of the shareholder, his/her/its registered office/address, shareholder status, number of shares held by the shareholder on the Luxembourg Record Time and signature of relevant shareholder's bank or stockbroker (the "Certificate of Evidence"). Shareholders need to contact their bank or stockbroker with respect to the provision of such Certificate of Evidence and completion of the relevant certificate.

1. Conditions for participating in person

Holders of shares in the Company at the Luxembourg Record Time who wish to attend and vote at the Annual General Meeting in person must ask their financial intermediary where his/her/its shares are on deposit (bank, broker or other

financial institution or intermediary) to duly complete and to deliver the Certificate of Evidence to the Company or Haubrok with the reference "AGM 2014 GAGFAH S.A." who must receive it no later than midnight (12:00 p.m./24:00 Luxembourg time) on June 5, 2014.

Holders of shares in the Company who wish to attend the Annual General Meeting in person after their timely registration, as mentioned above, must present a proof of their identity (in the form of a valid identity card or passport) at the Annual General Meeting. In order for the Annual General Meeting to proceed in a timely and orderly manner, shareholders are requested to arrive on time. The Annual General Meeting will start promptly at 2:00 p.m. (Luxembourg time).

2. Conditions for voting by proxy

Holders of shares in the Company at the Luxembourg Record Time who are unable to attend the Annual General Meeting in person may give voting instructions to a proxyholder of their choice.

Proxyholders must present a proof of their identity (in the form of a valid identity card or passport) at the Annual General Meeting. In order for the Annual General Meeting to proceed in a timely and orderly manner, proxyholders are requested to arrive on time. The Annual General Meeting will start promptly at 2:00 p.m. (Luxembourg time).

Please note that GAGFAH S.A. offers to the shareholders the possibility to appoint Haubrok to act as their proxyholder who will cast their votes according to the instructions given by the shareholders. In order to give voting instructions to Haubrok, holders of shares in the Company must have delivered to Haubrok the completed, dated and duly signed AGM Proxy Form by no later than June 5, 2014 (midnight (12:00 p.m./24:00 Luxembourg time)). Haubrok will vote in accordance with the instructions given by the shareholder in the AGM Proxy Form. Please note that if the proxyholder is Haubrok and if no clear voting instructions have been given on the AGM Proxy Form no vote will be cast.

The AGM Proxy Form will only be valid if it includes the shareholder's and, as the case may be, his/her/its legal representative's first name, surname, official address and signature. Incomplete or erroneous AGM Proxy Forms or AGM Proxy Forms which do not comply with the formalities described therein will not be taken into account.

Shareholders of the Company who wish to change or revoke their proxy may do so in writing and by notifying the Company thereof by postal services or by electronic means addressed to Haubrok or the Company (at the addresses specified below) no later than June 11, 2014 (4:00 p.m. Luxembourg time).

A proxyholder enjoys the same rights to speak and ask questions in the Annual General Meeting as those to which the shareholder thus represented would be entitled. Please note that each shareholder may only appoint one proxyholder for his/her/its shares for the Annual General Meeting except that (i) if a shareholder has shares of the Company held in more than one securities account, he/she/it may appoint one proxyholder per securities account for the Annual General Meeting; and (ii) a shareholder acting professionally for the account of other natural or legal persons may appoint each of these natural or legal persons or third parties appointed by them.

A person acting as a proxyholder may hold a proxy from more than one shareholder without limitation as to the number of shareholders so represented. Where a proxyholder holds proxies from several shareholders, the proxyholder may cast votes for a certain shareholder differently from votes cast for another shareholder.

V. Transparency Requirements / Notifications

In accordance with the Luxembourg law of January 11, 2008, on transparency obligations for issuers of securities, any shareholder(s) of the Company shall duly notify the Company (and the CSSF) where the percentage of voting rights held by such shareholder (or shareholders acting in concert) reaches, exceeds or falls below the thresholds of 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 33 1/3 %, 50 % and 66 2/3 %. As long as such shareholder has not made such notification, the exercise of voting rights relating to the shares exceeding the fraction that should have been notified is suspended.

On May 6, 2014, the Company had a total issued share capital of € 269,940,693.75, represented by 215,952,555 shares, each share carrying one vote except the 490,932 shares held in treasury the voting rights of which have been suspended.

VI. Contact Details

The contact details of the Company are as follows:

GAGFAH S.A.
2-4, rue Beck
L-1222 Luxembourg
Attention: AGM 2014 GAGFAH S.A.
Phone: +352 266 366 1
Email: AGM@gagfah.com
Fax number: +352 266 366 01
Website: www.gagfah.com

*For the Board of Directors
(the Chairman)*

The contact details of Haubrok are as follows:

Haubrok Corporate Events GmbH
Landshuter Allee 10
80637 Munich, Germany
Attention: AGM 2014 GAGFAH S.A.
Phone: +49 89 210 27 333
Email: registration@haubrok-ce.de
Fax number: +49 89 210 27 288

Athena Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 55.047.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le 14 mai 2014 à 11 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 30.06.2011, et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014058902/3560/14.

Athena International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 55.048.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le 14 mai 2014 à 10 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 30.06.2011 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014058903/3560/14.

Lasserre Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 173.477.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 15 mai 2014 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014057514/795/15.

Comfintex S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 21.707.

La première Assemblée Générale Extraordinaire convoquée pour le 30 avril 2014 à 11.00 heures n'ayant pu délibérer sur le point de l'ordre du jour faute de quorum de présence,

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Qui se tiendra le lundi 16 juin 2014 à 11.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 2 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:
«Article deux:
La Société est constituée pour une période illimitée.
La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'assemblée générale de la Société.»
2. Suppression de l'article 9 des statuts de la Société,
3. Suppression de la dernière ligne de l'article 10 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:
«Article dix:
L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.»
4. Divers.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014061530/755/24.

SAPDL S.A., Société à Portefeuille de Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 176.109.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *15 mai 2014* à 15:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014057520/795/15.

Intes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 45.876.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le *14 mai 2014* à 08:00 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 31.12.2010 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014058904/3560/14.

Multis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 88.538.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la société MULTIS S.A. dont le siège social est situé 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange sont invités à participer à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE STATUTAIRE

des Actionnaires qui se réunira au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, le 13 mai 2014 à 15.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture des rapports des décisions circulaires du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes concernant les comptes annuels arrêtés au 31.12.2013.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2013 et affectation des résultats.
3. Décharge à accorder aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat.
4. Décision de la continuation de l'exploitation de la société en application de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
5. Décision quant au dépassement des ratios d'endettement tels qu'ils sont acceptés par l'Administration des Contributions.
6. Renouvellement du mandat des Administrateurs et du commissaire aux comptes.
7. Autorisation au Conseil d'Administration à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que sa représentation en ce qui concerne cette gestion.
8. Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres ou certificats de blocage cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social de la société.

L'Assemblée pourra valablement délibérer sur l'ordre du jour selon la réglementation en vigueur.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014052162/28.

Corporate II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 131.531.

Die Anteilhaber der SICAV Corporate II werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 15. Mai 2014 um 11.30 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2013.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
6. Statutarische Ernennungen.
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 09. Mai 2014 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im April / Mai 2014.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014057506/755/26.

Corporate III, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 131.532.

Die Anteilhaber der SICAV Corporate III werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 15. Mai 2014 um 12:00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2013.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
6. Statutarische Ernennungen.
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 9. Mai 2014 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im April / Mai 2014.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014057507/755/26.

L.P.M. Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 45.878.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le *14 mai 2014* à 09h00 au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels 2010 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014058905/3560/14.

DWS Garant, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 130.754.

Die Anteilhaber der SICAV DWS Garant werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 15. Mai 2014 um 12.30 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2013.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
6. Statutarische Ernennungen.
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 9. Mai 2014 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im April / Mai 2014.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014057508/755/26.

**HVB Opti Select Balance, Fonds Commun de Placement,
(anc. OptiTrend Balance).**

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Verwaltungsreglement und das Sonderreglement des Fonds HVB Opti Select Balance (vormals OptiTrend Balance), in Kraft getreten am 02. Mai 2014, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Mai 2014.

Structured Invest S.A.

Silvia Mayers / Stefan Lieser

Référence de publication: 2014049417/13.

(140055946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2014.

Orolux S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 46.318.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 15 mai 2014 à 09.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2013,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014057516/833/18.

Tiberius Commodity Fund of Funds, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 158.211.

Gemäß Art. 20 ff. der Statuten ergeht hiermit die Einladung zur

ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre zum 14. Mai 2014 um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrats und des Wirtschaftsprüfers über das am 31. Dezember 2013 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Genehmigung der Bilanz zum 31. Dezember 2013 samt GuV und Anhang sowie Beschlussfassung über die Gewinnverwendung.
3. Beschlussfassung über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats für ihre Tätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr.
5. Wiederwahl des Verwaltungsrats.
6. Verlängerung des Mandats des Wirtschaftsprüfers.
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens fünf Tage vor der Versammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Ge-

sellschaft einreichen, aus der hervorgeht, daß die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist. Die Vollmachten sollten wenigstens fünf Tage vor der Versammlung am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden. Hinsichtlich der Anwesenheit einer Mindestanzahl von Aktionären gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Luxemburg, im April 2014.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014058154/1999/26.

Dilos S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-7268 Bereldange, 23, Cité Aline Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 25.680.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *13 mai 2014* au siège social à 11:00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 2013 et affectation des résultats
3. Décharge aux administrateurs et commissaire aux comptes et nominations statutaires
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014058906/1616/15.

d'Amico International Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 124.790.

Les statuts coordonnés au 2 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014061002/11.

(140071092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

Cliffs Finance Lux SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 186.538.

Extrait des statuts signés sous seing privé le 28 avril 2014 de Cliffs Finance Lux SCS (la "Société").

1. Désignation précise de l'associé solidaire

Cleveland-Cliffs International Holding Company, une société constituée selon le droit américain, ayant son siège social sis au 200 Public Square, Suite 3300, Cleveland, Ohio 44114-2315 (Etats Unis d'Amérique) et immatriculée au registre de commerce du Delaware sous le numéro 3909031, agissant en tant qu'associé commandité.

2. Dénomination sociale

Cliffs Finance Lux SCS

3. Objet social

L'objet de la Société est:

(1) De prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères;

(2) D'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, titres financiers, droits, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la Société le jugera utile;

(3) De manière générale de les détenir, les gérer, les développer, les céder ou en disposer, en tout ou en partie, pour le prix que la Société jugera adapté et en particulier contre les parts ou titres de toute société les acquérant;

(4) De conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres;

(5) D'octroyer à toute société holding, filiale, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou à toute société appartenant au même groupe de sociétés (les «Affiliées»), tous concours, prêts, avances ou garanties (dans ce dernier cas, même en faveur d'un tiers-prêteur des Affiliées);

(6) D'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée;

(7) De manière générale, de faire toute chose que la Société juge circonstanciel ou favorable à la réalisation des objets ci-dessus décrits ou à l'un quelconque d'entre eux.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs prédécrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

4. Siège social

Le siège social de la Société est établi au 1A, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, Grand Duché de Luxembourg.

5. Désignation du gérant et pouvoir de signature

La Société est gérée par Cleveland-Cliffs International Holding Company, une société constituée selon le droit américain, ayant son siège social sis au 200 Public Square, Suite 3300, Cleveland, Ohio 44114-2315 (Etats Unis d'Amérique) et immatriculée au registre de commerce du Delaware sous le numéro 3909031.

La Société sera engagée par la signature du gérant unique, Cleveland-Cliffs International Holding Company.

6. Epoque où la Société doit commencer et celle où elle doit finir

La Société commence le jour de la signature des statuts par les associés, le 28 avril 2014, et est constituée pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2014.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014060994/48.

(140070491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

NA Renewable Energy S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1341 Luxembourg, 9, place de Clairefontaine.

R.C.S. Luxembourg B 158.759.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am einunddreissigsten März.

Vor Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg,

Fand die Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der NA RENEWABLE S.C.A. SCIAV-FIS (die „Versammlung“), eine Luxemburger Kommanditgesellschaft auf Aktien (Société en commandite par actions) gegründet in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement specialise), gegründet und bestehend nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in Luxemburg, und eingetragen in dem Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B158795, gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 3. Februar 2011, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 949 vom 10. Mai 2011 (die „Gesellschaft“).

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Janin Söder, Privatangestellte, beruflich ansässig in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, eröffnet.

Die Vorsitzende bestimmt Frau Sonja Maringer, Privatangestellte, beruflich ansässig in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, zur Protokollführerin der Versammlung.

Die Versammlung ernennt zur Stimmzählerin Frau Caroline Egry, Privatangestellte, beruflich ansässig in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Nach der Bildung des Verwaltungsvorstandes der Außerordentlichen Generalversammlung stellt der Vorsitzende folgendes fest:

I. Gegenwärtigem Protokoll ist ein Aktienverzeichnis beigefügt. Dieses Verzeichnis wurde von den Aktionäre bzw. deren Vertretern, sowie von dem Verwaltungsvorstand und dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

II. Der Vorsitzende stellt fest, dass das gesamte Gesellschaftskapital von der Gesellschaft vertreten ist und deshalb von den durch das Gesetz vorgeschriebenen Einberufungen abgesehen werden konnte. Demnach ist die Generalversammlung ordnungsgemäß zusammengetreten und kann rechtsgültig beraten.

III. Die Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung lautet wie folgt:

1. Beschlussfassung über die Auflösung der Gesellschaft (liquidation volontaire);

2. Bestimmung Hauck & Aufhäuser Alternative Investment Services S.A., eine Luxemburger Aktiengesellschaft, gegründet nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B144338, vertreten durch Herrn Marc Kriegsmann, zum Liquidator (der „Liquidator“).

3. Beschlussfassung über die Befugnisse des Liquidators und das Liquidationsverfahren;

4. Beschlussfassung über die Kosten des Liquidationsverfahrens;

5. Bestellung des Liquidationsrechnungsprüfers (commissaire à la liquidation);

6. Verschiedenes.

Nach Beratung fasst die Versammlung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt die Gesellschaft „NA RENEWABLE ENERGY S.C.A., SICAV-FIS“ mit sofortiger Wirkung aufzulösen und in Liquidation zu setzen (liquidation volontaire).

Zweiter Beschluss

Die Versammlung bestimmt die Hauck & Aufhäuser Alternative Investment Services S.A., eine Luxemburger Aktiengesellschaft, gegründet nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 1c, rue Gabriel Lippmann, und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B144338, vertreten durch Herrn Marc Kriegsmann, zum Liquidator.

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschließt, dem Liquidator die weitestgehenden Befugnisse, welche in den Artikeln 144 und folgende des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Fassung (das „Gesetz“) vorgesehen sind, einzuräumen.

Die Versammlung beauftragt den Liquidator mit der Veräußerung aller Vermögenswerte und der Begleichung aller Schulden der Gesellschaft.

Die Versammlung beschließt weiterhin, den Liquidator zu bevollmächtigen, im Namen der Gesellschaft und ohne vorherige Genehmigung der Generalversammlung, alle Akte und Handlungen, einschließlich der in Artikel 145 des Gesetzes vorgesehenen, durchzuführen. Der Liquidator kann eine oder mehrere natürliche oder juristische Person(en) zur Erfüllung spezifischer Aufgaben oder zur Durchführung bestimmter Handlungen bevollmächtigen, jedoch unter Beibehaltung der alleinigen Verantwortlichkeit für die dergestalt delegierten Aufgaben.

Die Versammlung beauftragt und ermächtigt weiterhin den Liquidator, namens und im Auftrag der in Liquidation befindlichen Gesellschaft, alle Verpflichtungen einzugehen, anzuerkennen oder durchzuführen, die sich aus jedweder Vereinbarung oder Dokument ergeben, welche für die Auflösung der Gesellschaft oder für die Verfügung über ihre Vermögenswerte erforderlich sein mögen.

Die Versammlung beauftragt und ermächtigt den Liquidator, gemäß Artikel 148 des Gesetzes, nach eigenem Ermessen die Vorauszahlungen der Liquidationserlöse (boni de liquidation) in Bar- oder in Sachleistungen an die Aktionäre zu zahlen.

Vierter Beschluss

Die Versammlung beschliesst, dass die Kosten des Liquidationsverfahrens von der Gesellschaft getragen werden.

Fünfter Beschluss

Die Versammlung bestimmt KPMG Luxembourg S. à r. l., mit Sitz 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg zum Wirtschaftsprüfer (commissaire à la liquidation), der mit der Prüfung der Liquidationskonten sowie des zu erstellenden Liquidationsberichtes beauftragt wird.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Außerordentliche Generalversammlung für beendet.

Kosten

Die Kosten im Rahmen der Auflösung der Gesellschaft werden auf EUR 1.500.-geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch in Wort und Schrift beherrscht, erklärt hiermit, dass auf Antrag der erschienenen Partei die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst und nachfolgend ins Deutsche übersetzt wurde; auf Antrag derselben Partei soll im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und deutschen Fassung des Textes die englische Version maßgeblich sein.

Geschehen und aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. SÖDER, S. MARINGER, C. EGRY und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 avril 2014. Relation: LAC/2014/15754. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 14. April 2014.

Référence de publication: 2014053979/87.

(140061283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

Prisma Alternatives Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 173.692.

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of April at 3:00 p.m.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

Was held:

an extraordinary general meeting of the shareholders of PRISMA ALTERNATIVES FUND a société anonyme (hereafter referred to as the "Company"), qualifying as a société d'investissement à capital variable, subject to the provisions of Part II of the Luxembourg law relating to undertakings for collective investment dated December 17th, 2010 (the "Law") and related laws and regulations, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and recorded with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 173.692, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 11 December 2012, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations on 31 December 2012, number 3109.

The meeting was opened at 3:00 p.m. with Veronica Aroutiunian, professionally residing in Luxembourg, in the chair.

The chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Cathy Charon, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Following the extension of the legal time period for filing the annual accounts, change of the date of the annual general meeting of shareholders, so that it shall henceforth take place each year on the third Wednesday of the month of June.

2. Amendment of Article 22 "General Meetings of Shareholders of the Company" accordingly.

3. Miscellaneous.

II. That the extraordinary general meeting was initially convened to be held on 31st March 2014 but the quorum of 50% of the outstanding shares required to hold the extraordinary general meeting was not reached and the meeting was therefore not authorised to deliberate on the items of the agenda.

III. That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

IV. That all the shares being registered shares, the shareholders of the Company have been convened pursuant to a convening notice dated 31st March 2014 sent by registered mail to the shareholders and that it appears from the attendance list of the Company that out of 5,097,658 shares outstanding, 275,053 shares are represented at the present extraordinary general meeting.

V. That there is no quorum requirement for the present meeting and that consequently the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

VI. That the resolutions on such items, in order to be adopted, shall be carried by at least two-thirds of the votes validly cast.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously took the following resolutions:

First Resolution

The meeting resolves to change the date of the annual general meeting of shareholders of the Company so that it shall henceforth take place each year on the third Wednesday of the month of June at 2.00 p.m..

Second Resolution

The meeting resolves to amend the fourth paragraph of Article 22 of the articles of incorporation of the Company which shall henceforth read as follows:

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. (fourth paragraph). “The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, each year on the third Wednesday of the month of June at 2.00 p.m..”

There being no further business, the meeting is closed at 3.30 p.m.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: V. AROUTIUNIAN, C. CHARON et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 avril 2014. Relation: LAC/2014/17574. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 avril 2014.

Référence de publication: 2014055553/65.

(140063423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Vega Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.461,70.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 181.934.

In the year two thousand and fourteen on the eleventh day of February.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1) Pedro Victor Barriuso Otaola, born in Bilbao, Spain on 16 September 1961, residing at Paseo de Alcobendas 12 - CH 34; 28109 Alcobendas (Madrid),

here represented by Johanna Wittek, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

2) Juan Francisco Kariger Fernández de Rojas, born in Madrid, Spain on 19 November 1970, residing at C/ Mar Negro, 48; 28220 Majadahonda (Madrid),

here represented by Johanna Wittek, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

3) Iván Furones Fartos, born in Madrid, Spain on 24 April 1978, residing at C/ Burguete, 2, 3° A; 28050 Madrid, here represented by Johanna Wittek, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

4) Jose Manuel Corcelles Pereira, born in Madrid on 28 March 1971, residing at C/ Monasterio de la Rabida 12 G; 28049 Madrid,

here represented by Johanna Wittek, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

5) Alberto Aguilar Cabrera, born in Madrid, Spain on 30 December 1973, residing at C/ Doctor Esquerdo, 102, portal 3, 2° B; 28007 Madrid,

here represented by Johanna Wittek, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

6) Juan Manuel Oraa Gil, born in Bilbao, Spain on 14 February 1970, residing at C/ Prado de la Bodega, 15; 28223 Pozuelo de Alarcon (Madrid),

here represented by Johanna Wittek, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

7) Juan Ramon Guzmán Aceituno, born in Madrid, Spain on 6 July 1967, residing at Av. Gran Vía de Hortaleza 5, portal O, 3° A; 28033 Madrid,

here represented by Johanna Wittek, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxies, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing parties are the shareholders (the “Shareholders”) of Vega Services S.à r.l., (hereinafter the “Company”) a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, whose registered office is at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg and which is registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 181 934, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 13 November 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 160, dated 17 January 2014. The articles of incorporation of the Company were not amended since then.

The appearing parties representing the whole corporate capital requires the notary to enact the following resolutions:

First Resolution

The Shareholders resolve to decrease the nominal value of the existing eighteen thousand (18,000) shares of the Company from currently one Euro (EUR 1.00) to one cent (EUR 0.01) and to subsequently convert the eighteen thousand (18,000) existing shares into one million eight hundred (1,800,000) shares of the Company as follows:

- (a) One million two hundred and sixty thousand (1,260,000) class A shares of the Company
- (b) Sixty thousand (60,000) class B shares of the Company
- (c) Sixty thousand (60,000) class C shares of the Company
- (d) Sixty thousand (60,000) class D shares of the Company
- (e) Sixty thousand (60,000) class E shares of the Company
- (f) Sixty thousand (60,000) class F shares of the Company
- (g) Sixty thousand (60,000) class G shares of the Company
- (h) Sixty thousand (60,000) class H shares of the Company
- (i) Sixty thousand (60,000) class I shares of the Company
- (j) Sixty thousand (60,000) class J shares of the Company

Each shareholder shall receive for each existing share one hundred (100) converted shares of the corresponding share class.

Second Resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of four hundred and sixty-one euros and seventy cents (EUR 461.70) in order to raise it from its current amount of eighteen thousand euros (EUR 18,000.-) up to eighteen thousand four hundred and sixty-one euros and seventy cents (EUR 18,461.70), through the issue forty-six thousand one hundred and seventy (46,170) shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each.

The Shareholders resolves to allocate the newly issued forty-six thousand one hundred and seventy (46,170) shares to the newly created share classes as follows:

- (a) thirty-two thousand three hundred and one (32,301) shares allocated to the Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;
- (b) one thousand five hundred and forty-one (1,541) shares allocated to the Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;
- (c) one thousand five hundred and forty-one (1,541) shares allocated to the Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;
- (d) one thousand five hundred and forty-one (1,541) shares allocated to the Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;
- (e) one thousand five hundred and forty-one (1,541) shares allocated to the Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;
- (f) one thousand five hundred and forty-one (1,541) shares allocated to the Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;
- (g) one thousand five hundred and forty-one (1,541) shares allocated to the Class G Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;
- (h) one thousand five hundred and forty-one (1,541) shares allocated to the Class H Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;
- (i) one thousand five hundred and forty-one (1,541) shares allocated to the Class I Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each; and
- (j) one thousand five hundred and forty-one (1,541) shares allocated to the Class J Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each.

Subscription and payment

Thereupon,

(1) Pablo Guinot Barona, born in Valencia, Spain on 30 April 1983, residing at C/Monasterio de las Batuecas 17 D, 3^o-A, 28049 Madrid, Spain,

here represented by Johanna Wittek, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

declares to subscribe for

(a) nineteen thousand three hundred and seventy-five (19,375) Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(b) nine hundred and twenty-five (925) Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(c) nine hundred and twenty-five (925) Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(d) nine hundred and twenty-five (925) Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(e) nine hundred and twenty-five (925) Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(f) nine hundred and twenty-five (925) Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(g) nine hundred and twenty-five (925) Class G Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(h) nine hundred and twenty-five (925) Class H Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(i) nine hundred and twenty-five (925) Class I Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each; and

(j) nine hundred and twenty-five (925) Class J Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each.

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of two hundred and seventy-seven euros (EUR 277) to be fully allocated to the share capital of the Company.

2) Monica Romeral Palacios, born in Madrid, Spain on 22 August 1970, residing at C/ San Martin de Porres 12, 3^oE; 28035 Madrid, Spain,

here represented by Johanna Wittek, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

declares to subscribe for declares to subscribe for

(a) twelve thousand nine hundred twenty-six (12,926) Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(b) six hundred sixteen (616) Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(c) six hundred sixteen (616) Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(d) six hundred sixteen (616) Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(e) six hundred sixteen (616) Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(f) six hundred sixteen (616) Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(g) six hundred sixteen (616) Class G Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(h) six hundred sixteen (616) Class H Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(i) six hundred sixteen (616) Class I Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each; and

(j) six hundred sixteen (616) Class J Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each.

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of one hundred and eighty-four euros and seventy cents (EUR 184.70) to be fully allocated to the share capital of the Company.

The above proxies, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing persons and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proof of the existence of the above contributions of EUR 461.70 has been produced to the undersigned notary.

Following the above, Pablo Guinot, prenamed, and Monica Romeral, prenamed, decide together with the Shareholders to take the following resolution:

Third Resolution

As a consequence of the above resolutions, the Shareholders of the Company resolve to amend article 5.1 of the articles of association of the Company which shall now read as follows:

5.1. The Company's share capital is set at eighteen thousand four hundred and sixty-one euros and seventy cents (EUR 18,461.70) represented by (i) one million two hundred and ninety-two thousand three hundred and one (1,292,301) shares of class A (the "Class A Shares"), (ii) sixty-one thousand five hundred and forty-one (61,541) shares of class B (the "Class B Shares"), (iii) sixty-one thousand five hundred and forty-one (61,541) shares of class C (the "Class C Shares"), (iv) sixty-one thousand five hundred and forty-one (61,541) shares of class D (the "Class D Shares"), (v) sixty-one thousand five hundred and forty-one (61,541) shares of class E (the "Class E Shares"), (vi) sixty-one thousand five hundred and forty-one (61,541) shares of class F (the "Class F Shares"), (vii) sixty-one thousand five hundred and forty-one (61,541) shares of class G (the "Class G Shares"), (viii) sixty-one thousand five hundred and forty-one (61,541) shares of class H (the "Class H Shares"), (ix) sixty-one thousand five hundred and forty-one (61,541) shares of class I (the "Class I Shares"), (x) sixty-one thousand five hundred and forty-one (61,541) shares of class J (the "Class J Shares"); each with a nominal value of one cent (EUR 0.01.-).

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings of shareholders.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to EUR 3,000.-.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Es Folgt die Deutsche Übersetzung des englischen Textes:

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am elften Februar.

Vor dem unterzeichnenden Maître Henri Hellinckx, Notar, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

SIND ERSCHIENEN:

1) Pedro Victor Barriuso Otaola, geboren am 16. September 1961 in Bilbao; Spanien, wohnhaft in Paseo de Alcobendas 12 - CH 34; 28109 Alcobendas (Madrid), vertreten durch Frau Johanna Wittek, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, kraft einer privatschriftlich erteilten Vollmacht.

2) Juan Francisco Kariger Fernández de Rojas, geboren am 19. November 1970 in Madrid, Spanien, wohnhaft in C/ Mar Negro, 48; 28220 Majadahonda (Madrid),

vertreten durch Frau Johanna Wittek, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, kraft einer privatschriftlich erteilten Vollmacht.

3) Iván Furones Fartos, geboren am 24. April 1978 in Madrid, Spanien, wohnhaft in C/ Burguete, 2, 3° A; 28050 Madrid, vertreten durch Frau Johanna Wittek, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, kraft einer privatschriftlich erteilten Vollmacht.

4) Jose Manuel Corcelles Pereira, geboren am 28. März 1971 in Madrid, Spanien, wohnhaft in C/ Monasterio de la Rabida 12 G; 28049 Madrid,

vertreten durch Frau Johanna Wittek, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, kraft einer privatschriftlich erteilten Vollmacht.

5) Alberto Aguilar Cabrera, geboren am 30. Dezember 1973 in Madrid, Spanien, wohnhaft in C/ Doctor Esquerdo, 102, portal 3, 2° B; 28007 Madrid,

vertreten durch Frau Johanna Wittek, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, kraft einer privatschriftlich erteilten Vollmacht.

6) Juan Manuel Oraa Gil, geboren am 14. February 1970 in Bilbao, Spanien, wohnhaft in C/ Prado de la Bodega, 15; 28223 Pozuelo de Alarcon (Madrid).

vertreten durch Frau Johanna Wittek, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, kraft einer privatschriftlich erteilten Vollmacht.

7) Juan Ramon Guzmán Aceituno, geboren am 6. Juli 1967 in Madrid, Spanien, mit Geschäftsadresse in Av. Gran Vía de Hortaleza 5, portal O, 3° A; 28033 Madrid,

vertreten durch Frau Johanna Wittek, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, kraft einer privatschriftlich erteilten Vollmacht.

Die Vollmachten bleiben nach Zeichnung "ne varietur" durch den unterzeichnenden Notar und durch die für die Erschienene Bevollmächtigte der hier vorliegenden Urkunde angehängt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die erschienene Partei sind alle Gesellschafter (die „Gesellschafter“) der Vega Services S.à r.l., (nachstehend, die "Gesellschaft") eine société à responsabilité limitée gegründet in Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxemburg und eingetragen im Luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 181 934, wirksam gegründet am 13. November 2013 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg und im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 160 am 17 Januar 2014 veröffentlicht. Die Satzung der Gesellschaft wurde seither nicht geändert.

Die erschienenen Parteien, die das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft repräsentieren, ersuchen den Notar, die folgenden Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen den Nominalwert der existierenden achtzehntausend (18.000) Anteile der Gesellschaft von gegenwärtig einem Euro (EUR 1,00) auf einen Cent (EUR 0,01) herabzusetzen und anschließend die bestehenden achtzehntausend (18.000) Anteile der Gesellschaft in eine Million achthundert tausend (1.800.000) Anteile der Gesellschaft wie folgt umzuwandeln:

- (a) eine Million zweihundert sechzig tausend (1.260.000) Anteile der Klasse A der Gesellschaft

- (b) sechzig tausend (60.000) Klasse B Anteile der Gesellschaft
- (c) sechzig tausend (60.000) Klasse C Anteile der Gesellschaft
- (d) sechzig tausend (60.000) Klasse D Anteile der Gesellschaft
- (e) sechzig tausend (60.000) Klasse E Anteile der Gesellschaft
- (f) sechzig tausend (60.000) Klasse F Anteile der Gesellschaft
- (g) sechzig tausend (60.000) Klasse G Anteile der Gesellschaft
- (h) sechzig tausend (60.000) Klasse H Anteile der Gesellschaft
- (i) sechzig tausend (60.000) Klasse I Anteile der Gesellschaft
- (j) sechzig tausend (60.000) Klasse J Anteile der Gesellschaft

Jeder Gesellschafter soll für jeden bestehenden Anteil ein hundert (100) umgewandelte Anteile der jeweiligen Anteils Klasse erhalten.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von vierhundert einundsechzig Euro und sieben Cent (EUR 461,70) zu erhöhen, um es von seinem gegenwärtigen Betrag von achtzehntausend Euro (EUR 18.000,-) auf einen Betrag von achtzehntausend vierhundert einundsechzig Euro und sieben Cent (EUR 18.461,70) durch die Ausgabe von sechsundvierzig tausend einhundert sieben (46.170) Anteilen mit jeweils einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01), anzuheben.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt, die neu ausgegebenen sechsundvierzig tausend einhundert sieben (46.170) Anteile den neu geschaffenen Anteilsklassen wie folgt zuzuordnen:

- (a) zweiunddreißig tausend drei hundert und eins (32.301) Anteile, den Klasse A Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
- (b) eintausend fünfhundert einundvierzig (1.541) Anteile, den Klasse B Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
- (c) eintausend fünfhundert einundvierzig (1.541) Anteile, den Klasse C Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
- (d) eintausend fünfhundert einundvierzig (1.541) Anteile, den Klasse D Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
- (e) eintausend fünfhundert einundvierzig (1.541) Anteile, den Klasse E Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
- (f) eintausend fünfhundert einundvierzig (1.541) Anteile, den Klasse F Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
- (g) eintausend fünfhundert einundvierzig (1.541) Anteile, den Klasse G Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
- (h) eintausend fünfhundert einundvierzig (1.541) Anteile, den Klasse H Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
- (i) eintausend fünfhundert einundvierzig (1.541) Anteile, den Klasse I Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01); und
- (j) eintausend fünfhundert einundvierzig (1.541) Anteile, den Klasse J Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01).

Zeichnung und Zahlung

Darauf erklären:

(1) Pablo Guinot Barona, geboren in Valencia, Spanien, am 30. April 1983, wohnhaft in C/Monasterio de las Batuecas 17 D, 3^o-A, 28049 Madrid, Spanien, hier rechtmäßig vertreten durch Johanna Wittek, maître en droit, mit Berufsanschrift in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht

- (a) neunzehntausend dreihundert fünfundsiebzig (19.375) Klasse A Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
 - (b) neunhundert fünfundzwanzig (925) Klasse B Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
 - (c) neunhundert fünfundzwanzig (925) Klasse C Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
 - (d) neunhundert fünfundzwanzig (925) Klasse D Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
 - (e) neunhundert fünfundzwanzig (925) Klasse E Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
 - (f) neunhundert fünfundzwanzig (925) Klasse F Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
 - (g) neunhundert fünfundzwanzig (925) Klasse G Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
 - (h) neunhundert fünfundzwanzig (925) Klasse H Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
 - (i) neunhundert fünfundzwanzig (925) Klasse I Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);
- und

(j) neunhundert fünfundzwanzig (925) Klasse J Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01); zu zeichnen und deren Gegenwert vollständig zu bezahlen im Wege einer Bareinlage in Höhe von zweihundert siebenundsiebzig Euro (EUR 277) die vollständig dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeteilt werden soll.

2) Monica Romeral Palacios, geboren in Madrid, Spanien, am 22. August 1970, wohnhaft in C/ San Martin de Porres 12, 3°E; 28035 Madrid, Spanien,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Johanna Wittek, maître en droit, mit Berufsanschrift in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht,

(a) zwölftausend neunhundert und sechsundzwanzig (12.926) Klasse A Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(b) sechshundert und sechzehn (616) Klasse B Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(c) sechshundert und sechzehn (616) Klasse C Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(d) sechshundert und sechzehn (616) Klasse D Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(e) sechshundert und sechzehn (616) Klasse E Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(f) sechshundert und sechzehn (616) Klasse F Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(g) sechshundert und sechzehn (616) Klasse G Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(h) sechshundert und sechzehn (616) Klasse H Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(i) sechshundert und sechzehn (616) Klasse I Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01); und

(j) sechshundert und sechzehn (616) Klasse J Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

zu zeichnen und deren Gegenwert vollständig zu bezahlen im Wege einer Bareinlage in Höhe von einhundert und vierundachtzig Euro und siebenzig Cent (EUR 184,70), die vollständig dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeteilt werden soll.

Die obigen Vollmachten bleiben nach Zeichnung "ne varietur" durch den unterzeichnenden Notar und durch die für die Erschienene Bevollmächtigte der hier vorliegenden Urkunde angehängt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die Gesellschaft verfügt ab sofort uneingeschränkt über den Zeichnungspreis von EUR 461,70, wie dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Folgend dem oben Genannten, entscheiden Pablo Guinot, vorbenannt, und Monica Romeral, vorbenannt, gemeinsam mit den Gesellschaftern den nachfolgenden Beschluss zu beschließen.

Dritter Beschluss

Als Konsequenz der oben stehenden Beschlüsse, beschließen die Gesellschafter der Gesellschaft, die Artikel 5.1 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, der fortan wie folgt lautet:

„ **5.1.** Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt achtzehntausend vierhundert einundsechzig Euro und siebenzig Cent (EUR 18.461,70), aufgeteilt in (i) eine Million zweihundert zweiundneunzig tausend dreihundert und eins (1.292.301) Anteile der Klasse A (die „Klasse A Anteile“), (ii) einundsechzig tausend fünfhundert einundvierzig (61.541) Anteile der Klasse B (die „Klasse B Anteile“), (iii) einundsechzig tausend fünfhundert einundvierzig (61.541) Anteile der Klasse C (die „Klasse C Anteile“), (iv) einundsechzig tausend fünfhundert einundvierzig (61.541) Anteile der Klasse D (die „Klasse D Anteile“), (v) einundsechzig tausend fünfhundert einundvierzig (61.541) Anteile der Klasse E (die „Klasse E Anteile“), (vi) einundsechzig tausend fünfhundert einundvierzig (61.541) Anteile der Klasse F (die „Klasse F Anteile“), (vii) einundsechzig tausend fünfhundert einundvierzig (61.541) Anteile der Klasse G (die „Klasse G Anteile“), (viii) einundsechzig tausend fünfhundert einundvierzig (61.541) Anteile der Klasse H (die „Klasse H Anteile“), (ix) einundsechzig tausend fünfhundert einundvierzig (61.541) Anteile der Klasse I (die „Klasse I Anteile“) und (x) einundsechzig tausend fünfhundert einundvierzig (61.541) Anteile der Klasse J (die „Klasse J Anteile“) mit einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil.

Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme an ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.“

Kostenschätzung

Die im Zusammenhang mit der vorliegenden Urkunde entstehenden Auslagen, Kosten Gebühren und Belastungen, gleich welcher Art, die von der Gesellschaft getragen werden oder die der Gesellschaft in Rechnung gestellt werden sollen in Verbindung mit der Kapitalerhöhung schätzungsweise EUR 3.000,- betragen.

Worüber die vorliegende Urkunde in Luxemburg unterzeichnet wurde, an dem Tag, welcher zu Anfang der Urkunde erwähnt wird.

Der unterzeichnende Notar beherrscht die englische Sprache in Wort und Schrift und bestätigt auf Nachfrage der erschienen Parteien, dass die vorliegende Urkunde auf Englisch abgefasst ist nebst einer deutschen Fassung; im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung, soll die englische Fassung maßgeblich sein.

Die Urkunde wurde dem Bevollmächtigten der erschienen Parteien vorgelesen, dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnsitz bekannt, ferner haben der Bevollmächtigte und der Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. WITTEK und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 février 2014. Relation: LAC/2014/8069. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 15. April 2014.

Référence de publication: 2014055716/316.

(140062990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Liquiditätsfluss No.2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 147.750.

Extrait des minutes du conseil d'administration tenu au siège social de la société le 27 février 2014

Le conseil d'administration décide de renouveler le mandat de VAN CAUTER - SNAUWAERT & CO S.à.R.L., avec siège social au 80, Rue des Romains, L - 8041 Strassen, enregistré sous le numéro B52610 au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, en tant que Réviseur Externe de la Société pour l'audit des comptes annuels se clôturant le 31 décembre 2014.

A Luxembourg, le 7 mars 2014.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliaire

Référence de publication: 2014035424/16.

(140040476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2014.

Panhold S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6933 Mensdorf, rue Strachen.

R.C.S. Luxembourg B 6.386.

Panelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6933 Mensdorf, rue Strachen.

R.C.S. Luxembourg B 172.754.

*Projet commun d'apport d'une branche d'activité
Soumis aux dispositions des articles 285 à 308 de la loi du 10 août 1915
concernant les sociétés commerciales (telle qu'amendée)*

Le présent projet a été élaboré par les conseils d'administration de chacune des sociétés participant à l'opération par résolutions circulaires du 2 avril 2014.

1. Les sociétés concernées

1.1. Panhold S.A.

Panhold S.A. est une société anonyme de droit Luxembourgeois, dont le siège social est sis Rue Strachen, L-6933 Mensdorf, et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 6.386. Son capital social, entièrement libéré, s'élève à 5.789.500 €, représenté par 13.810 actions sans désignation de valeur nominale.

1.2. Panelux S.A.

Panelux S.A. est une société anonyme de droit Luxembourgeois, dont le siège social est sis Rue Strachen, L-6933 Mensdorf, et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.754. Son capital social, entièrement libéré, s'élève à 31.000 €, représenté par 31.000 actions ayant valeur nominale de 1 € chacune, entièrement détenues par Panhold S.A..

2. L'apport de branche d'activité envisagé

2.1. Description de l'opération envisagée

L'apport de branche d'activité envisagé s'inscrit dans une réorganisation du groupe Panelux, premier boulanger-pâtisseries du Grand-Duché de Luxembourg. Actuellement, Panhold S.A. assure tant la production (sur le site de Roodt/Syre) que la distribution et la gestion du groupe.

Dans le but d'une meilleure organisation permettant de surveiller plus efficacement le chiffre d'affaires, les coûts et la performance de chaque branche d'activité, il est envisagé de séparer les activités de production/distribution des activités de direction/administration regroupées actuellement dans Panhold S.A.

Pour ce faire, Panhold S.A. souhaite transférer les activités de production, de développement technique et de commercialisation dans sa filiale Panelux S.A. constituée le 9 novembre 2012. Le transfert de ces activités vers Panelux S.A.

sera réalisé par un apport d'une branche d'activité au sens de l'article 308bis-3 premier alinéa de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle qu'amendée, ci-après la «Loi»), qui se définit comme «une opération par laquelle une société transfère, sans dissolution, à une autre société, une branche de ses activités ainsi que les passifs et actifs qui s'y rattachent, moyennant une rémunération consistant en actions ou parts de la société bénéficiaire de l'apport».

2.2. Soumission de l'apport de la branche d'activité aux dispositions des articles 285 à 308 de la Loi

Conformément au deuxième alinéa de l'article 308bis-3 de la Loi, il a été convenu de soumettre l'apport de branche d'activité décrit ci-dessus aux articles 285 à 308 de la Loi (hormis l'article 303) afin d'entraîner de plein droit le transfert à la société bénéficiaire, en l'espèce Panelux S.A., de tous les actifs et les passifs qui se rattachent à la branche d'activité apportée.

2.3. Détails des actifs et passifs constituant la branche d'activité apportée

Le troisième alinéa de l'article 308bis-3 de la Loi dispose que «constitue une branche d'activité un ensemble qui du point de vue technique et sous l'angle de l'organisation, exerce une activité autonome, et est susceptible de fonctionner par ses propres moyens».

Le conseil d'administration de Panhold S.A. a estimé que les actifs et passifs suivants étaient constitutifs de la branche d'activité dont l'apport est projeté, et seront donc de plein droit transférés à Panelux S.A. au moment de la réalisation de l'apport.

Actifs	
Immo incorp.	360.960,34
Immo corp.	30.415.266,15
Stocks	4.525.416,80
Créances	6.676.890,76
Banques	533.487,61
Comptes de régul.	34.855,18
Total Actifs	42.546.876,84
Passifs	
Dettes bancaires	7.132.581,05
Dettes ent. liées	3.895.810,29
Dettes ach./services	4.592.574,48
Autres dettes	1.893.537,98
Total Passifs	17.514.503,80

Le personnel nécessaire à l'activité objet du transfert sera également transféré à Panelux S.A. En conformité avec les dispositions du code du travail, le conseil d'administration de chacune des sociétés participant à l'opération informera en temps voulu tous les intéressés sur la date fixée ou proposée pour le transfert de la branche d'activité, le motif du transfert, les conséquences juridiques, économiques et sociales du transfert pour les salariés ainsi que les mesures envisagées à l'égard des salariés, étant d'ores et déjà entendu que les conditions salariales de chaque travailleur demeureront inchangées.

Les immeubles où s'exerce l'activité transférée resteront la propriété de Panhold S.A., mais ils feront l'objet d'une location à Panelux S.A.

S'il devait s'avérer que des engagements ou des éléments d'actifs et de passifs constitutifs de la branche d'activité apportée n'ont pas été attribués de manière formelle ci-dessus, ces éléments sont à considérés comme attribués à Panelux S.A. à compter de la date d'effet comptable de l'apport de la branche d'activité tel que défini ci-dessous.

2.4. Renonciation à l'examen et au rapport d'expert prévus à l'article 294 de la loi

Conformément à l'article 296 (1) de la Loi, il a été proposé à tous les actionnaires des sociétés participant à l'opération de renoncer à l'examen du présent projet d'apport et à l'émission du rapport prévus à l'article 294 de la Loi.

3. Réalisation de l'apport de la branche d'activité

3.1. Rémunération de l'apport

Il est envisagé de réaliser l'apport de la branche d'activité telle que décrite au point 2.3 à la valeur comptable des différents éléments constitutifs de cette branche, qui est, selon la situation comptable au 31/12/2013, égale à 25.032.373,04 €. En plus de cet apport en nature, il est envisagé de réaliser un apport en numéraire pour un montant de 36.626,96 €. Par conséquent, en échange de l'apport de cette branche d'activité et de l'apport en numéraire, Panelux S.A., en tant que bénéficiaire des apports, émettra au profit de Panhold S.A., société apporteuse, 25.069.000 d'actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 € chacune.

3.2. Rapport du réviseur

La société H.R.T. Révision S.A., Réviseur d'Entreprises agréé ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, est désignée aux fins d'établir le rapport sur les apports autres qu'en numéraire dans le cadre des articles 26-1 et 32-1 de la Loi.

3.3. Convocation des assemblées générales de chacune des sociétés participant à l'opération

Après dépôt du présent projet d'apport, des assemblées générales de chacune des sociétés participant à l'opération seront convoqués dans les délais prévus par la Loi.

3.4. Modalités de remise des nouvelles actions émises par Panelux S.A.

Les nouvelles actions émises par Panelux S.A. en contrepartie de l'apport envisagé seront attribuées à Panhold S.A. par inscription au registre des actions nominatives à la date d'approbation l'apport par l'assemblée générale des actionnaires de Panelux S.A.

Panhold S.A. pourra exercer tout droit en relation avec ces nouvelles actions à compter de leur émission.

3.5. Effet comptable de l'apport

Pour des raisons pratiques, les éléments constitutifs de la branche d'activité apportée seront réputés, d'un point de vue comptable, avoir été transférés à Panelux S.A. à compter du 1^{er} janvier 2014.

4. Droits spéciaux et avantages.

Etant donné qu'il n'y pas d'actionnaire ayant de droit spéciaux ni de de porteur de titres autres que des actions dans Panelux S.A., aucun droit ni aucune mesure particulière ne sont à considérer.

De plus, aucun avantage particulier ne sera attribué à l'expert au sens de l'article 294 de la Loi ni aux membres du conseil d'administration, ni au réviseur d'entreprises de la société bénéficiaire de l'apport.

5. Rapport du Conseil d'administration sur l'opération

Conformément à l'article 293 de la Loi, le conseil d'administration de chacune des sociétés participant à l'opération a dressé un rapport écrit détaillé, exposant les raisons de l'apport, la rémunération du transfert la branche d'activité, les effets opérationnels anticipés sur les activités des entités impliquées, aussi bien que les implications légales, économiques, et sociales de l'opération. Une copie dudit rapport est à la disposition des actionnaires aux sièges sociaux de chacune des sociétés participant à l'opération.

6. Modifications au projet

Un ou plusieurs points du présent projet d'apport pourra toujours être modifié ou complété dans les mêmes termes par les assemblées générales extraordinaires des actionnaires des sociétés participant à l'opération.

Signé à Luxembourg, le 3 avril 2014.

Le conseil d'administration de Panhold S.A. / Le conseil d'administration de Panelux S.A.

Patrick MULLER / Emmanuel EMRINGER

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014061344/120.

(140070849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

Finance Stratégique Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 180.977.

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of February

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED

Ms Virginie Gonella, attorney-at-law, professionally residing at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

acting in her capacity as special proxyholder of the board of directors (the Board of Directors) of Finance Stratégique Luxembourg S.A., a public limited liability company (société anonyme), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, whose registered office is at 681, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under the number B180977, incorporated pursuant to a deed of Me Henri Beck, notary residing in Echternach (Grand Duchy of Luxembourg) of 10 October 2013 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3052 dated 3 December 2013 (the Company), the Company's articles of association (the Articles) have not been amended since that date,

by virtue of the authority conferred on her by the resolutions taken on 5 February 2014 at a meeting of the Board of Directors of the Company, a copy of which resolutions, signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The said appearing person, acting in her said capacity, has requested the undersigned notary to enact the following:

A The subscribed share capital of the Company is currently set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into thirty-one thousand (31,000) registered shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are entirely subscribed and fully paid up.

B AURIUM AD (No.1) Limited, a private limited company governed by the laws of England and Wales, whose registered office is situated at 7th Floor, 20 Berkeley Square, London, W1J6EQ, United Kingdom, registered with the Companies

House for England and Wales under the number 8339303 is recorded as the sole shareholder of the Company (the Sole Shareholder).

C On 25 November 2013, ninety-nine (99) convertible bonds of one hundred thousand Euro (EUR 100,000.-) each (the Bonds) were issued by the Company to Participations Financiere Luxembourg S.A., a company governed by the laws of the Republic of Seychelles, whose registered office is at F20, 1st Floor, Eden Plaza, Eden Island, Seychelles (registration number 134560) (Participations Financiere Luxembourg S.A.), within the limits of the authorised share capital of the Company as set out in article 5 of the Articles of the Company.

D Article 5 of the Articles reads as follows:

"The corporate capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-), divided in thirty-one thousand (31,000) shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the General Meeting acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

The Company may redeem its own shares within the limits set fort by law.

Subject to the provisions of the law on commercial companies, each shareholder shall have a preferential right of subscription in the event of the issue of new shares in return for contributions in cash. Such preferential right of subscription shall be proportional to the fraction of the capital represented by the shares held by each shareholder.

The Company has an authorized capital of ten million Euro (EUR 10,000,000.-), represented by ten million (10,000,000) shares of a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

The Board of Directors is fully authorized and appointed:

- to render effective any increase of capital within the limits of the authorized capital on one or more occasions, by issuing of new shares against payment in cash or in kind or by conversion of shareholders' claims;
- to determine the place and the date of the issue, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares;

In the scope of this authorization, the Board of Directors is not authorized to suppress or limit the preferential subscription right of the shareholders with respect to the above issue of supplementary shares against payment in cash, in kind or by conversion of shareholders' claims.

Such authorization is valid for a period of five (5) years starting from the date of the publication of the present deed and may be renewed by a general meeting of shareholders with respect to the shares of the authorized capital which at that time shall not have been issued by the board of directors.

As a consequence of each increase of capital so rendered effective and duly documented in notarial form, the first paragraph of the present article will be amended such as to correspond to the increase so rendered affective; such modification will be documented in notarial form by the Board of Directors or by any persons appointed for such purposes.

The Board of Directors may issue bonds, convertible into shares or not so convertible, in bearer or registered form, in such denomination and payable in such moneys as it shall decide.

The Board of Directors shall determine the type, price, interest rates, terms of issue and repayment and any other conditions for such issues.

A register of registered bonds shall be held at the registered office of the Company.

Bonds convertible into shares of the Company may be issued by the Board of Directors.

Bonds convertible into shares of the Company may be issued by the Board of Directors within the time limit of 5 (five) years set forth above and to the extent that there shall be unissued shares of the authorized capital.

Unless otherwise decided by the Board of Directors, such convertible bonds shall be issued without the shareholders or the holders of convertible bonds previously issued having a preferential right to the subscription of such convertible bonds."

E The Board of Directors, at its meeting of 5 February 2014 and on the basis of the authority conferred on it by article 5 paragraph 6 and 7 of the Articles, decided to increase the issued share capital of the Company by way of the authorised capital clause, by an amount of nine million nine hundred thousand Euro (EUR 9,900,000) by the issue to Participations Financiere Luxembourg S.A. of nine million nine hundred thousand (9,900,000) new shares, all with a par value of one Euro (EUR 1.-), having the same rights and privileges as the existing shares and ranking pari passu between them (the New Shares), in order to raise it from its current amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) to nine million nine hundred thirty-one thousand Euro (EUR 9,931,000), so that the increased share capital of the Company amounting to nine million nine hundred thirty-one thousand Euro (EUR 9,931,000) shall be represented by nine million nine hundred thirty-one thousand (9,931,000) shares, with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully subscribed and paid up.

F The Board of Directors, at its meeting of 5 February 2014 and on the basis of the authority conferred on it by article 5 of the Articles and subject to the waiver by the Sole Shareholder of its preferential subscription right as set out in paragraph G) below, decided to accept the subscription and full payment of such New Shares by Participations Financiere Luxembourg S.A., by a contribution in kind consisting of the conversion of all of the Bonds issued by the Company to

Participations Financiere Luxembourg S.A. on 25 November 2013 and currently outstanding, for a total contribution with a value of not less than to nine million nine hundred thousand Euro (EUR 9,900,000) (the Contribution), on the basis of a report of an approved independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) issued on 3 February 2014, which will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

G By resolutions of the Sole Shareholder of the Company taken on 5 February 2014 (a copy of which, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration), the Sole Shareholder resolved to irrevocably and unconditionally waive any preferential subscription right it had pursuant to article 5 of the Articles, in respect of the issue of the New Shares and their full payment by a contribution in kind as set out in paragraph F) above.

H Proof of the ownership by Participations Financiere Luxembourg S.A. of the Contribution has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges this statement.

I As a consequence of the above-mentioned increase of the share capital of the Company by way of the authorised capital clause, article 5 of the Articles is amended and henceforth reads as follows:

" **Art. 5. Share capital.** The corporate capital is set at nine million nine hundred thirty-one thousand Euro (EUR 9,931,000), divided in nine million nine hundred thirty-one thousand Euro (9,931,000) shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the General Meeting acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

The Company may redeem its own shares within the limits set fort by law.

Subject to the provisions of the law on commercial companies, each shareholder shall have a preferential right of subscription in the event of the issue of new shares in return for contributions in cash. Such preferential right of subscription shall be proportional to the fraction of the capital represented by the shares held by each shareholder.

The Company has an authorized capital of one hundred thousand Euro (EUR 100,000), represented by one hundred thousand (100,000) shares of a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

The board of directors is fully authorized and appointed:

- to render effective any increase of capital within the limits of the authorized capital on one or more occasions, by issuing of new shares against payment in cash or in kind or by conversion of shareholders' claims;
- to determine the place and the date of the issue, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares;

In the scope of this authorization, the board of directors is not authorized to suppress or limit the preferential subscription right of the shareholders with respect to the above issue of supplementary shares against payment in cash, in kind or by conversion of shareholders' claims.

Such authorization is valid for a period of five years starting from the date of the publication of the present deed and may be renewed by a general meeting of shareholders with respect to the shares of the authorized capital which at that time shall not have been issued by the board of directors.

As a consequence of each increase of capital so rendered effective and duly documented in notarial form, the first paragraph of the present article will be amended such as to correspond to the increase so rendered effective; such modification will be documented in notarial form by the board of directors or by any persons appointed for such purposes.

The Board of Directors may issue bonds, convertible into shares or not convertible, in bearer or registered form, in such denomination and payable in such moneys as it shall decide.

The Board of Directors shall determine the type, price, interest rates, terms of issue and repayment and any other conditions for such issues.

A register of registered bonds shall be held at the registered office of the Company.

Bonds convertible into shares of the Company may be issued by the Board of Directors.

Bonds convertible into shares of the Company may be issued by the Board of Directors within the time limit of 5 (five) years set forth above and to the extent that there shall be unissued shares of the authorized capital.

Unless otherwise decided by the Board of Directors, such convertible bonds shall be issued without the shareholders or the holders of convertible bonds previously issued having a preferential right to the subscription of such convertible bonds."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at four thousand eight hundred euro (EUR 1,800.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, state herewith that on request of the above appearing party, the present

deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.
The document having been read to the person appearing, who signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le sixième jour du mois de février.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire public de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU

Mme Virginie Gonella, Avocat à la Cour, résidant professionnellement au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration (le Conseil d'Administration) de la société Finance Stratégique Luxembourg S.A., une société anonyme régie par les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 681, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B180977, constituée suivant acte du notaire Me Henri Beck, résidant à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg) du 10 octobre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3052 du 3 décembre 2013 (la Société), les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis cette date,

en vertu du pouvoir lui ayant été conféré par résolutions prises le 5 février 2014 lors d'une réunion du Conseil d'Administration, une copie desdites résolutions, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Laquelle comparante, agissant en ladite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter les déclarations suivantes:

A. Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) divisé en trente-et-un mille (31.000) actions nominatives ayant un pair comptable d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

B. AURIUM AD (No 1) Limited, une private limited company régie par les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, dont le siège social est au 7th Floor, 20 Berkeley Square, Londres, W1J6EQ, Royaume Uni, enregistrée auprès du Tribunal de commerce pour l'Angleterre et le Pays de Galles sous le numéro 8339303 est répertoriée comme l'actionnaire unique de la Société (l'Actionnaire Unique).

C. Le 25 novembre 2013, quatre-vingt dix-neuf (99) obligations convertibles de cent mille euros (EUR 100.000,-) chacune (les Obligations) furent émises par la Société à Participations Financiere Luxembourg S.A., une société régie par les lois de la République des Seychelles, dont le siège social est au F20, 1st Floor, Eden Plaza, Eden Island, Seychelles (numéro d'immatriculation 134560) (Participations Financiere Luxembourg S.A.), dans les limites du capital social autorisé de la Société tel que prévu à l'article 5 des Statuts de la Société.

D. L'article 5 des Statuts de la Société se lit comme suit:

"Le capital social est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par trente-et-un mille (31.000) actions ayant un pair comptable d'un euro (EUR 1,-) par action.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Sous réserve des dispositions de la loi sur les sociétés commerciales, chaque actionnaire aura un droit de souscription préférentiel en cas d'émission de nouvelles actions en contrepartie d'apports en numéraire. Ce droit de souscription préférentiel sera proportionnel à la part du capital que représentent les actions détenues par chaque actionnaire.

La Société a un capital autorisé de dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-), représenté par dix millions (10.000.000) d'actions d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital dans les limites du capital autorisé en une seule ou plusieurs fois par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances des actionnaires,

- à fixer le lieu et la date de l'émission, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'Administration n'est pas autorisé à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces, en nature ou par transformation de créances des actionnaires.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq (5) années à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue: cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Le Conseil d'Administration peut décider d'émettre des emprunts obligataires. Les obligations pourront être convertibles ou non convertibles, nominatives ou au porteur, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que le Conseil décidera.

Le Conseil d'Administration déterminera la nature, le prix, les taux d'intérêts, les conditions d'émission et de remboursement et autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

L'émission d'obligations convertibles en actions de la Société pourra se faire, sur décision du Conseil d'Administration, dans le délai de 5 (cinq) ans prévu ci-avant et dans la mesure où il existera des actions non émises du capital autorisé.

Sauf décision contraire du Conseil d'Administration, l'émission de ces obligations convertibles se fera sans qu'il soit réservé aux actionnaires existants et aux détenteurs d'obligations convertibles existants un droit de préférence à la souscription de ces obligations convertibles."

E. Le Conseil d'Administration, lors de sa réunion du 5 février 2014 et toujours conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés par l'article 5 paragraphe 6 et 7 des Statuts, a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société par le biais de la clause de capital autorisé, par un montant de neuf million neuf cent mille euros (EUR 9.900.000,-) par l'émission à Participations Financiere Luxembourg S.A., de neuf million neuf cent mille (9.900.000) nouvelles actions ayant un pair comptable d'un euro (EUR 1,-) chacune et ayant toutes les mêmes droits et obligations que les actions existantes et de rang égal entre elles (les Nouvelles Actions), afin de le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) à neuf million neuf cent trente-et-un mille euros (EUR 9.931.000,-), de sorte que le capital social ainsi augmenté se montant à neuf million neuf cent trente-et-un mille euros (EUR 9.931.000,-) sera représenté par neuf million neuf cent trente-et-un mille (9.931.000) actions, ayant un pair comptable d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes étant entièrement souscrites et libérées.

F. Le Conseil d'Administration, lors de sa réunion du 5 février 2014 et toujours conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés par l'article 5 des Statuts et sous réserve de la renonciation, par l'Actionnaire Unique, à son droit préférentiel de souscription tel que décrit au paragraphe G) ci-dessous, a décidé d'accepter la souscription et entière libération des Nouvelles Actions par Participations Financiere Luxembourg S.A. par le biais d'un apport en nature consistant en la conversion de toutes les Obligations émises par la Société à Participations Financiere Luxembourg S.A. le 25 novembre 2013 et actuellement en circulation, pour un apport total ayant une valeur qui n'est pas inférieure à neuf million neuf cent mille euros (EUR 9.900.000,-) (l'Apport) sur la base d'un rapport d'un réviseur d'entreprises agréé émis le 3 février 2014, qui restera annexé au présent acte avec lequel il sera formalisé.

G. Par décisions de l'Actionnaire Unique de la Société prises le 5 février 2014 (une copie de ces résolutions, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée), l'Actionnaire Unique a décidé de renoncer irrévocablement et inconditionnellement au droit de souscription préférentiel dont il bénéficiait en vertu de l'article 5 des Statuts concernant l'émission des Nouvelles Actions et leur entière libération par un apport en nature tel que décrit au paragraphe F) ci-dessous.

H. Preuve de la propriété par Participations Financiere Luxembourg S.A. de l'Apport a été donnée au notaire instrumentant, qui prend expressément acte de cette déclaration.

I. Suite à l'augmentation susmentionnée du capital social de la Société par le biais de la clause de capital autorisé, l'article 5 des Statuts est modifié en conséquence et se lira dorénavant comme suit:

" **Art. 5. Capital social.** Le capital social est fixé à neuf million neuf cent trente-et-un mille euros (EUR 9.931.000,-), représenté par neuf million neuf cent trente-et-un mille (9.931.000) actions ayant un pair comptable d'un euro (EUR 1,-) par action.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Sous réserve des dispositions de la loi sur les sociétés commerciales, chaque actionnaire aura un droit de souscription préférentiel en cas d'émission de nouvelles actions en contrepartie d'apports en numéraire. Ce droit de souscription préférentiel sera proportionnel à la part du capital que représentent les actions détenues par chaque actionnaire.

La Société a un capital autorisé de cent mille euros (EUR 100.000,-), représenté par cent mille (100.000) actions d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital dans les limites du capital autorisé en une seule ou plusieurs fois par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances des actionnaires

- à fixer le lieu et la date de l'émission, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'Administration n'est pas autorisé à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces, en nature ou par transformation de créances des actionnaires.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq (5) années à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue: cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Le Conseil d'Administration peut décider d'émettre des emprunts obligataires. Les obligations pourront être convertibles ou non convertibles, nominatives ou au porteur, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que le Conseil décidera.

Le Conseil d'Administration déterminera la nature, le prix, les taux d'intérêts, les conditions d'émission et de remboursement et autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

L'émission d'obligations convertibles en actions de la Société pourra se faire, sur décision du Conseil d'Administration, dans le délai de 5 (cinq) ans prévu ci-avant et dans la mesure où il existera des actions non émises du capital autorisé.

Sauf décision contraire du Conseil d'Administration, l'émission de ces obligations convertibles se fera sans qu'il soit réservé aux actionnaires existants et aux détenteurs d'obligations convertibles existants un droit de préférence à la souscription de ces obligations convertibles."

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à quatre mille huit cents euros (EUR 4.800,-).

Déclarations

Le présent acte notarié a été passé à Luxembourg, à la date qu'entête.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture du présent acte et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Gonella, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 février 2014. Relation: EAC/2014/2285. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014040740/294.

(140046852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Circuit Foil Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9559 Wiltz, Zone Industrielle C Salzbaach.

R.C.S. Luxembourg B 93.110.

La liste des fondés de pouvoir de la société au 05-03-2014 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Catherine Sonnet.

Référence de publication: 2014035814/11.

(140040671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

M&G Real Estate Finance 3-B Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 184.907.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of February.

Before Maître Jean-Paul MEYERS, notary, residing in Rambrouch acting in replacement of Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, to whom remains the present deed.

THERE APPEARED:

- M&G RED III SLP LP, a limited partnership formed under the laws of Scotland, whose principal place of business is at 3 Ponton Street, Edinburgh EH3 9QQ (registered number SL011512),

acting by its general partner M&G RED III SLP GP Limited, a private company limited by shares incorporated in Scotland under the Companies Act 2006, having its registered office at 3, Ponton Street, Edinburgh EH3 9QQ (registered number 434193),

duly represented by Ms Alexandra FANTUZ, employee, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 February 2014 in London.

- M&G RED III SLP GP Limited a private company limited by shares incorporated in Scotland under the Companies Act 2006, having its registered office at 3, Ponton Street, Edinburgh EH3 9QQ (registered number 434193),

duly represented by Ms Alexandra FANTUZ, prenamed, by virtue of a proxy given on 25 February 2014 in London.

- Gjensidige Forsikring ASA, a public limited company incorporated in Norway with its registered seat in Schweigaards gate 21, postboks 700 Sentrum, NO-0191 Oslo, Norway,

duly represented by Ms Alexandra FANTUZ, prenamed, by virtue of a proxy given on 24 February 2014 in Oslo.

The said proxies, after having been signed *in varietur* by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing parties have requested the notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée, which they wish to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become shareholders in the future, a société à responsabilité limitée under the name of "M&G Real Estate Finance 3-B Co. S.à r.l." (the "Company") which shall have the status of a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the law of 22 March 2004 on securitisation (the "Securitisation Law"), and which shall be governed by the Securitisation Law, the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Law"), as well as by these articles of association.

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner described under article 13 of these articles of association.

Art. 3. Purpose. The sole purpose of the Company is to enter into one or more securitisation transactions within the meaning of the Securitisation Law and the Company may, in this context, assume risks, existing or future, relating to the holding of assets, whether movable or immovable, tangible or intangible, as well as risks resulting from the obligations assumed by third parties or relating to all or part of the activities of third parties, in one or more transactions or on a continuous basis.

The Company may assume those risks by acquiring the assets, guaranteeing the obligations or by committing itself in any other way. It may also, to the extent permitted by law and these articles of association, transfer or dispose of the claims and other assets it holds, whether existing or future, in one or more transactions or on a continuous basis.

The Company may, in this same purpose, acquire, dispose of and invest in loans, stocks, bonds, debentures, obligations, notes, advances, shares, warrants, financial interests and other securities. The Company may grant pledges, other guarantees or security of any kind to Luxembourg or foreign entities involved in such securitisation transaction.

The Company may perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil and develop its purpose, as well as, all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

Art. 4. Registered office.

4.1 The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of managers.

4.3 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner described under article 13 of these articles of association.

4.4 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

B. Share capital - Shares - Register of shareholders - Ownership and transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Pounds Sterling (GBP 12,500.-) represented by one hundred twenty five thousand (125,000) class A shares with a par value of one (1) penny (the "A Shares") and by one million one hundred twenty five thousand (1,125,000) class B shares with a par value of one (1) penny each (the "B Shares").

5.2 Under the terms and conditions provided by law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner described under article 13 of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into A Shares and B Shares, each of them having the same par value.

6.2 The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

6.3 The assets and profits of the Company shall be allocated between the holders of A Shares and the holders of B Shares in the manner described under article 25 of these articles of association.

6.4 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.5 The Company may repurchase or redeem its own shares in the manner described under article 13 of these articles of association under the conditions that (i) the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly and (ii) sufficient funds are available to the Company to repurchase such shares.

6.6 The Company's shares are in registered form.

Art. 7. Register of shareholders.

7.1 A register of shareholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shareholders will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, any transfer of shares, the date of notification to or acceptance by the Company of such transfer pursuant to these articles of association as well as any security rights granted on shares.

7.2 Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership and transfer of shares.

8.1 Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shareholders. Certificates of the recordings in the register of shareholders will be issued and signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of that share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

8.3 The Company's shares are freely transferable among existing shareholders. Inter vivos shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by shareholders, including the transferor, representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least. Unless otherwise provided by law, the shares may not be transmitted by reason of death to non-shareholders, except with the approval of shareholders representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the voting rights of the surviving shareholders at least.

8.4 Any transfer of shares will need to be documented through a transfer agreement in writing under private seal or in notarised form, as the case may be, and such transfer will become effective towards the Company and third parties upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, following which any member of the board of managers may record the transfer in the register of shareholders.

8.5 The Company, through any of its managers, may also accept and enter into the register of shareholders any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

Art. 9. Notes. To the extent permitted by law, the Company may decide to issue notes or similar debt instruments having the form of transferable securities from time to time, in the manner described under article 13 of these articles of association.

C. General meeting of shareholders

Art. 10. Powers of the general meeting of shareholders.

10.1 The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

10.2 If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole shareholder".

10.3 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

10.4 In case of plurality of shareholders and if the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), instead of holding general meetings of shareholders, the shareholders may also vote by resolution in writing, subject to the terms and conditions of the law. To the extent applicable, the provisions of these articles of association regarding general meetings of shareholders shall apply with respect to such vote by resolution in writing.

Art. 11. Convening general meetings of shareholders.

11.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of managers or by shareholders representing in the aggregate at least ten per cent (10%) of the Company's share capital, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

11.2 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

11.3 The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

11.4 If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 12. Conduct of general meetings of shareholders - vote by resolution in writing.

12.1 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of managers. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

12.2 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

12.3 Quorum and vote

12.3.1 Each share entitles to one (1) vote.

12.3.2 Unless otherwise provided by law or by these articles of association (including article 13 hereof), resolutions of the shareholders are validly passed when adopted by shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital on first call. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted for a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented.

12.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

12.5 Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

12.6 The board of managers may determine all other reasonable conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 13. Reserved matters. Subject to any mandatory legal requirements, the following matters may only be resolved upon by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted by shareholders representing in the aggregate at least ninety-five per cent (95%) of the share capital at least (the "Reserved Matters"):

- (a) amend or waive any provisions of these articles of association,
- (b) decide on the liquidation of the Company;
- (c) create, issue, redeem shares or otherwise reorganise the Company's share capital;

- (d) create or issue notes (for the avoidance of any doubt, other than the notes subscribed on or about the incorporation of the Company) or similar debt instruments having the form of transferable securities;
- (e) alter the Company's accounting reference date or financial year end;
- (f) give any representation, warranty or undertaking as agent for the Class A Shareholder in connection with any borrowing made by the Company;
- (g) any other action which is a Reserved Matter pursuant to any provision of these articles of association or a reserved matter under any shareholders agreement which may be entered into between the shareholders from time to time.

Art. 14. Minutes of general meetings of shareholders.

14.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

14.2 The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

14.3 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

D. Management

Art. 15. Powers of the board of managers.

15.1 The Company shall be managed by several managers, who need not be shareholders of the Company. The managers shall form a board of managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. The Company shall have three classes of managers at all times: one manager shall be a representative of the investment manager as appointed from time to time by the Company pursuant to an investment management agreement (the "B Manager"), one manager shall be a representative of the administrator of the Company as appointed from time to time by the Company pursuant to a corporate services agreement (the "C Manager") and one manager shall be an independent manager (the "I Manager").

15.2 The board of managers is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association (including article 13 hereof) to the shareholder(s).

15.3 The Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several managers or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly as agent of the Company. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of managers, subject to the provisions of article 13 hereof.

15.4 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any persons acting alone or jointly as agents of the Company.

Art. 16. Composition of the board of managers. The board of managers must choose from among its members a chairman of the board of managers. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of managers.

Art. 17. Election and removal of managers and term of the office.

17.1 Managers shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

17.2 Any manager may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders. A manager, who is also shareholder of the Company, shall be excluded from voting on his/her/its own revocation.

17.3 Any manager shall hold office until its/his/her successor is elected. Any manager may also be re-elected for successive terms.

Art. 18. Convening meetings of the board of managers.

18.1 The board of managers shall meet upon call by its chairman or by any two (2) of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

18.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of consent of each manager in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of managers are present or represented at a meeting of the board of managers or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association.

Art. 19. Conduct of meetings of the board of managers.

19.1 The chairman of the board of managers shall preside at all meeting of the board of managers. In his/her/its absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore.

19.2 Quorum The board of managers can deliberate or act validly only if at least one B Manager, one C Manager and one I Manager are present or represented at a meeting of the board of managers.

19.3 Vote Resolutions are adopted with the approval of a majority of votes of the members present or represented at a meeting of the board of managers. The chairman shall not have a casting vote.

19.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing any other manager as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any manager may represent one or several of his/her/its colleagues.

19.5 Any manager who participates in a meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such manager's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the board of managers held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

19.6 The board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

19.7 Any manager who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of managers which conflicts with the Company's interest, must inform the board of managers of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. This article 18.7 shall not be applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 20. Minutes of meetings of the board of managers.

20.1 The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

20.2 Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

Art. 21. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of any two managers or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of managers. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation.

Art. 22. Indemnification of Managers. The Company may indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against any expenses reasonably incurred by him by virtue of his acting as manager or in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he is liable for fraud, negligence, material violation of applicable law, wilful default, or material breach of contract; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Supervision**Art. 23. Independent auditor(s).**

23.1 The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an approved statutory auditor ("Réviseur d'entreprises agréé") chosen among the members of the Institut des réviseurs d'entreprises appointed by the managers and remunerated by the Company.

23.2 The approved statutory auditor shall fulfil all duties prescribed by the Companies Law and the Securitisation Law. The approved statutory auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

23.3 Any approved statutory auditor may be removed at any time, without notice and without cause by the managers.

23.4 In case of plurality of independent auditors, they will form a board of approved statutory auditors, which must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor an approved statutory auditor. Regarding the convening and conduct of meetings of the board of approved statutory

auditors the rules provided in these articles of association relating to the convening and conduct of meetings of the board of managers shall apply.

E. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 24. Financial year. The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

Art. 25. Profits.

25.1 Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory indicating all the movable and immovable assets of and all debts owed to and by the Company. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

25.2 From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital. For the avoidance of doubt, contributions to the share premium account are not included in the Company's share capital for the purposes of this article 25.2. Allocations to such legal reserve may be fully paid up upon each subscription.

25.3 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

25.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

25.5 In consideration of the commitments borne by the Company in accordance with the Securitisation Law, the remainder of the annual net profits shall be distributed to the shareholders.

Art. 26. Interim dividends. The board of managers may decide to declare and pay interim dividends out of the profits and reserves available for distribution, including out of the share premium account and capital surplus, under the conditions and within the limits laid down in the Companies Law, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available and (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, including but not limited to sums drawn from the share premium account, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association.

F. Liquidation

Art. 27. Liquidation.

27.1 In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders, in the manner described under article 13 of these articles of incorporation, resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

27.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in the manner described under article 25.6 of these articles of incorporation.

G. Governing law

Art. 28. Governing law.

28.1 These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law.

28.2 All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Securitisation Law and the Companies Law amendments thereto.

Transitional provisions

1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2014.

2) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The shares to be issued have been subscribed as follows:

- M&G RED III SLP LP, aforementioned, paid eleven thousand two hundred and thirty-seven Pounds Sterling and fifty pence (GBP 11,237.50) in subscription for one million one hundred twenty three thousand and seven hundred fifty (1,123,750) B Shares;

- M&G RED III SLP GP Limited, aforementioned, paid twelve Pounds Sterling and fifty pence (GBP 12.50) in subscription for one thousand two hundred and fifty (1,250) B Shares;

- Gjensidige Forsikring ASA, aforementioned, paid one thousand two hundred and fifty Pounds Sterling (GBP 1,250.-) in subscription for one hundred and twenty five thousand (125,000) A Shares.

All the shares have been entirely paid-in in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred pound sterling (GBP 12.500,-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are capped at one thousand two hundred euros (EUR 1,200.-).

General meeting of shareholders

The incorporating shareholders, representing the Company's entire share capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to a general meeting of the shareholders. Having first verified that it was regularly constituted, the general meeting of the shareholders has passed unanimously the following resolutions:

1. The number of members of the board of managers is fixed at three (3).
2. The following persons are appointed as members of the board of managers of the Company:

a) Mr John Michael PAGE, born on the 10th of October 1971, in Newport, United Kingdom, professionally residing at Governors House, 5, Laurence Pountney Hill, London, EC4R 0HH, United Kingdom;

b) Mr Philip John GODLEY, born on the 21st of March 1974, in Sheffield, United Kingdom, professionally residing at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

c) Mr Yves Marie Edmée WAGNER, born on the 16th of November 1958, in Luxembourg, professionally residing at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

3. The term of the office of the members of the board of managers shall end on the date when the general meeting of shareholders/sole shareholder shall resolve upon the approval of the Company's accounts of the financial year 2014 or at any time prior to such date as the general meeting of shareholders/sole shareholder may determine.

4. The address of the Company's registered office is set at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing persons, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing person, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the proxy-holder signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-six février.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, agissant en remplacement de Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, laquelle dernière restera dépositaire de la présente minute.

ONT COMPARU:

- M&G RED III SLP LP, un limited partnership constitué suivant les lois d'Ecosse, ayant son siège social au 3, Ponton Street, Edinburgh EH3 9QQ (numéro d'enregistrement SL011512),

dûment représenté par son general partner M&G RED III SLP GP Limited, une private company limited by shares ayant son siège social au 3, Ponton Street, Edinburgh EH3 9QQ, (numéro d'enregistrement 434193),

dûment représenté par Madame Alexandra FANTUZ, salariée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Londres, le 25 février 2014.

- M&G RED III SLP GP Limited, une company limited by shares constituée suivant les lois d'Ecosse, ayant son siège social au 3, Ponton Street, Edinburgh EH3 9QQ (numéro d'enregistrement 434193),

dûment représenté par Madame Alexandra FANTUZ, prénommée, en vertu d'une procuration donnée à Londres, le 25 février 2014.

- Gjensidige Forsikring ASA, a public limited company constituée en Norvège, ayant son siège social au Schweigaards gate 21, postboks 700 Sentrum, NO-0191 Oslo, Norvège.

dûment représenté par Madame Alexandra FANTUZ, prénommée, en vertu d'une procuration donnée à Oslo, le 24 février 2014.

Les procurations, signée ne varietur par la mandataire et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparants ont requis le notaire soussigné de dresser l'acte d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer et dont les statuts seront comme suit:

A. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er} . Nom. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui pourront devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «M&G Real Estate Finance 3-B Co. S.à r.l.» (la "Société") qui aura le statut d'une société de titrisation conformément à la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation (la "Loi sur la Titrisation") et sera régie par la Loi sur la Titrisation, la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi sur les sociétés commerciales"), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions décrites à l'article 13 des présents statuts.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet exclusif de conclure une ou plusieurs opérations de titrisation conformément à la Loi sur la Titrisation et la Société pourra, dans ce contexte, assumer les risques, existants ou futurs, liés à la possession d'actifs mobiliers ou immobiliers, tangibles ou intangibles, ainsi que les risques résultants des obligations assumées par des tiers ou relatifs à toutes ou partie des activités de tiers, dans une ou plusieurs opérations ou de façon régulière. La Société assumera ces risques en acquérant des actifs, en garantissant des obligations ou en s'engageant par tout autre moyen. Elle pourra également, dans les limites prévues par la loi et par les présents statuts, céder ou disposer des créances et actifs qu'elle détient, présents ou futurs, dans une ou plusieurs opérations ou de façon régulière.

La Société pourra, dans ce même contexte, acquérir, disposer et investir dans des prêts, valeurs mobilières, titres, actifs, obligations, billets à ordre, avances, actions, bons de souscriptions, intérêts financiers et autres sûretés. La Société peut accessoirement octroyer des gages et d'autres garanties et sûretés, de quelque nature que ce soit, à toute entité luxembourgeoise ou étrangère impliquée dans une telle opération de titrisation.

La Société pourra effectuer tous investissements ou opérations de nature légale, commerciale, technique ou financière, et en général, toutes transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet, ainsi que toutes opérations facilitant directement ou indirectement l'accomplissement de son objet dans tous les domaines décrits ci-dessus.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi en la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la même commune par décision du conseil de gérance.

4.3 Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions décrites à l'article 13 des présents statuts.

4.4 Il peut être créé, par une décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

B. Capital social - Parts sociales - Registre des associés - Propriété et transfert des parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12.500.-) représenté par cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de classe A, d'une valeur nominale de un (1) penny chacune (les «Parts Sociales de classe A») et par un million cent vingt-cinq mille (1.125.000) parts sociales de classe B d'une valeur nominale un (1) penny (les «Parts Sociales de classe B»).

5.2 Aux conditions et termes prévus par la loi, le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions décrites à l'article 13 des présents statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé entre des Parts Sociales de classe A et des Parts Sociales de classe B ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, étant précisé que le nombre des associés est limité à quarante (40), sauf disposition contraire de la loi.

6.3 Les actifs et les bénéfices de la Société doivent être alloués entre les détenteurs de Parts Sociales de classe A et les détenteurs de Parts Sociales de classe B aux conditions décrites à l'article 25 des présents statuts.

6.4 Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre évènement similaire concernant tout associé ou l'associé unique, le cas échéant, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.5 La Société pourra racheter ou retirer ses propres parts sociales aux conditions décrites à l'article 13 des présents statuts sous réserve (i) d'une annulation immédiate des parts sociales rachetées ou retirées et d'une réduction du capital social correspondante et (ii) de l'existence de fonds suffisants à la disposition de la Société pour racheter lesdites parts sociales.

6.6 Les parts sociales de la Société sont émises sous forme nominative.

Art. 7. Registre des associés.

7.1 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société et pourra y être consulté par tout associé de la Société. Ce registre contiendra en particulier le nom de chaque associé, son domicile ou son siège social ou son siège

principal, le nombre de parts sociales détenues par tel associé, tout transfert de parts sociales, la date de la notification ou de l'acceptation par la Société de ce transfert conformément aux présents statuts ainsi que toutes garanties accordées sur des parts sociales.

7.2 Chaque associé notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'associé qu'elle a reçue.

Art. 8. Propriété et transfert de parts sociales.

8.1 La preuve du titre de propriété concernant des parts sociales peut être apportée par l'enregistrement d'un associé dans le registre des associés. Des certificats de ces enregistrements pourront être émis et signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, selon le cas, sur requête et aux frais de l'associé en question.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Si une part sociale est détenue par plus d'une personne, ces personnes doivent désigner un mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de la part sociale à l'égard de la Société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une telle part sociale jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant propriétaire unique.

8.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par les associés, y compris le cédant, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social. Sauf stipulation contraire par la loi, en cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné par les associés, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) des droits de vote des associés survivants.

8.4 Toute cession de part social doit être documentée par un contrat de cession écrite sous seing privé ou sous forme authentique, le cas échéant, et ce transfert sera opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à la Société ou par l'acceptation de la cession par la Société, suite auxquelles tout gérant peut enregistrer la cession.

8.5 La Société, par l'intermédiaire de n'importe lequel de ses gérants, peut aussi accepter et entrer dans le registre des associés toute cession à laquelle toute correspondance ou tout autre document fait référence et établit les consentements du cédant et du cessionnaire.

Art. 9. Obligations. Dans la mesure où cela est permis par la loi, la Société peut émettre des obligations ou tout autre instrument de dette similaire ayant la forme de valeurs mobilières de la manière décrite à l'article 13 des présents statuts.

C. Assemblée générale des associés

Art. 10. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés.

10.1 Les associés de la Société exercent leurs droits collectifs dans l'assemblée générale des associés, qui constitue un des organes de la Société.

10.2 Si la Société ne possède qu'un seul associé, cet associé exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés. Dans ce cas et lorsque le terme „associé unique“ n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à „l'assemblée générale des associés“ utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à „l'associé unique“.

10.3 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts.

10.4 En cas de pluralité d'associés et si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25), les associés peuvent, au lieu de tenir une assemblée générale d'associés, voter par résolution écrite, aux termes et conditions prévus par la loi. Le cas échéant, les dispositions des présents statuts concernant les assemblées générales des associés s'appliqueront au vote par résolution écrite.

Art. 11. Convocation de l'assemblée générale des associés.

11.1 L'assemblée générale des associés de la Société peut à tout moment être convoquée par le conseil de gérance ou par les associés représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société, pour être tenue au lieu et date précisés dans l'avis de convocation.

11.2 Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale annuelle des associés doit être tenue dans la commune où le siège social de la Société est situé ou dans un autre lieu tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée. L'assemblée générale annuelle des associés doit être convoquée dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société.

11.3 L'avis de convocation à toute assemblée générale des associés doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et cet avis doit être envoyé à chaque associé par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée.

11.4 Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des associés peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 12. Conduite de l'assemblée générale des associés - vote par résolution écrite.

12.1 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute assemblée générale des associés, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des associés, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient associés ou membres du conseil de gérance. Le bureau de l'assemblée s'assure spécialement que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des associés.

12.2 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale des associés.

12.3 Quorum et vote

12.3.1 Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

12.3.2 Sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts (notamment l'article 13), les résolutions des associés sont valablement prises si elles ont été adoptées par les associés représentant au premier vote plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si cette majorité n'a pas été obtenue au premier vote, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois. Au deuxième vote, les résolutions seront valablement adoptées avec une majorité de voix valablement exprimées, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté.

12.4 Un associé peut agir à toute assemblée générale des associés en désignant une autre personne, associé ou non, comme son mandataire, par procuration écrite et signée, transmise par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, une copie de cette procuration étant suffisante pour la prouver. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les associés.

12.5 Tout associé qui prend part à une assemblée générale des associés par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à l'assemblée s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

12.6 Le conseil de gérance peut déterminer toutes les autres conditions raisonnables à remplir par les associés pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des associés.

Art. 13. Matières réservées. Sous réserve des dispositions légales obligatoires, les matières suivantes peuvent seulement être décidées par décision de l'assemblée générale des associés adoptée par des associés représentant au moins quatre-vingt-quinze pour cent (95%) du capital social de la Société (les «Matières Réservées»):

- (a) modifier ou supprimer toute clause des présents statuts,
- (b) décider de la liquidation de la Société,
- (c) créer, émettre, racheter des parts sociales ou réorganiser autrement le capital social de la Société,
- (d) créer et émettre des obligations (pour clarifier toute incertitude, autre que les obligations souscrites lors de ou aux environs de la constitution de la Société) ou tout autre instrument de dette similaire ayant la forme de valeurs mobilières.
- (e) modifier la date de référence comptable ou la fin de l'exercice fiscal,
- (f) donner toute déclaration, garantie ou engagement en tant qu'agent des détenteurs de Parts Sociales de classe A en relation avec un emprunt effectué par la Société,
- (g) toute autre action qui constitue une Matière Réservée suivant les clauses des présents statuts ou toute matière réservée au sens d'un pacte d'associés qui pourrait être conclu entre les associés.

Art. 14. Procès-verbaux des assemblées générales des associés.

14.1 Le bureau de toute assemblée générale des associés rédige le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout associé qui en fait la demande.

14.2 De même, l'associé unique, le cas échéant, rédige et signe un procès-verbal de ses décisions.

14.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers, doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique, dans le cas où l'assemblée a été inscrite dans un acte notarié, ou signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

D. Gestion

Art. 15. Pouvoirs du conseil de gérance.

15.1 La Société sera gérée par plusieurs gérants qui ne doivent pas nécessairement être des associés. Les gérants constituent un conseil de gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la Société. La Société doit avoir trois catégories de gérants à tout moment: un gérant doit être un représentant du gestionnaire d'investissement nommé par la Société suivant un contrat de gestion d'investissement (le «Gérant B»), un gérant doit être un représentant de l'agent administratif suivant un contrat de services aux sociétés (le «Gérant C») et un gérant doit être un gérant indépendant (le «Gérant I»).

15.2 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toutes actions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, à l'exception des pouvoirs que la loi ou les présents statuts (notamment l'article 13) réservent à l'associé/aux associés.

15.3 La gestion journalière de la Société ainsi que représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, peut être déléguée à un ou plusieurs gérants ou à toute autre personne, associé ou non, susceptibles d'agir seuls ou conjointement comme mandataires de la Société. Leur désignation, révocation et pouvoirs sont déterminés par une décision du conseil de gérance, sous réserve de l'article 13 des présents statuts.

15.4 La Société pourra également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration notariée ou sous seing privé à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataire de la Société.

Art. 16. Composition du conseil de gérance. Le conseil de gérance doit choisir un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui peut n'être ni associé ni membre du conseil de gérance.

Art. 17. Election et révocation des gérants et terme du mandat.

17.1 Les gérants seront élus par l'assemblée générale des associés, qui déterminera leurs émoluments et la durée de leur mandat.

17.2 Tout gérant peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés. Un gérant, étant également associé de la Société, sera exclu du vote sur sa propre révocation.

17.3 Tout gérant exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu. Tout gérant sortant peut également être réélu pour des périodes successives.

Art. 18. Convocation des réunions du conseil de gérance.

18.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres au lieu indiqué dans l'avis de convocation tel que décrit au prochain alinéa.

18.2 Un avis de convocation écrit à toute réunion du conseil de gérance doit être donné à tous les gérants par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation devra mentionner la nature et les raisons de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas de consentement écrit de chaque gérant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante pour le prouver. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du conseil de gérance se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance, ou dans le cas de décisions écrites conformément aux présents statuts.

Art. 19. Conduite des réunions du conseil de gérance.

19.1 Le président du conseil de gérance préside à toute réunion du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut provisoirement élire un autre gérant comme président temporaire.

19.2 Quorum

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins un Gérant B, un Gérant C et un Gérant I sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance.

19.3 Vote

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président de la réunion n'a pas de voix prépondérante.

19.4 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant sous forme écrite par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication tout autre gérant comme son mandataire, une copie étant suffisante pour le prouver. Un gérant peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

19.5 Tout gérant qui prend part à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à la réunion s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à cette réunion, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Une réunion qui s'est tenue par les moyens de communication susvisés sera censée s'être tenue au siège social de la Société.

19.6 Le conseil de gérance peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les gérants sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque gérant, le cas échéant, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

19.7 Tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial dans une transaction soumise à l'approbation du conseil de gérance qui est en conflit avec l'intérêt de la Société doit informer le conseil de gérance de ce conflit

d'intérêts et doit voir sa déclaration enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Le présent article 19.7 ne s'applique pas aux opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 20. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

20.1 Le secrétaire ou, s'il n'a pas été désigné de secrétaire, le président rédige le procès-verbal de toute réunion du conseil de gérance, qui est signé par le président et par le secrétaire, le cas échéant.

20.2 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers seront signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

Art. 21. Rapports avec les tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toute circonstance par la signature conjointe de deux gérants ou par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de tout/tous mandataire(s) auquel/auxquels le pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué, agissant seul ou conjointement, conformément aux règles et aux limites d'une telle délégation.

Art. 22. Indemnisation des Gérants. La Société pourra indemniser tout gérant ou directeur, et ses héritiers, exécuteurs testamentaires et gérants, des dépenses raisonnablement occasionnées par tous les agissements qu'il aura entrepris en sa qualité même de gérant ou encore par toutes actions ou tous procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant ou de directeur de la Société ou, à sa demande, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier, et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où il serait condamné pour fraude, négligence, violation substantielle de la loi applicable, faute lourde ou mauvaise exécution contractuelle substantielle; en cas de transaction extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son conseil du fait que le membre du conseil de gérance en question n'a pas commis de manquement à ses devoirs. Ce droit à indemnisation ne fait pas obstacle à tous autres droits dont il disposerait.

E. Surveillance de la société

Art. 23. Réviseur(s) d'entreprises.

23.1 Les données comptables liées au rapport annuel de la Société seront examinées par un réviseur d'entreprises agréé choisi parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises nommé par les gérants et rémunéré par la Société.

23.2 Tout réviseur d'entreprises agréé peut être démis de ses fonctions à tout moment, sans préavis et sans cause, par les gérants.

23.3 Le réviseur d'entreprises agréé accomplira toutes les fonctions qui lui sont attribuées par la Loi sur les sociétés commerciales et par la Loi sur la Titrisation. Le réviseur d'entreprises a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents de toutes les opérations de la Société.

23.4 Dans le cas où il existe plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, ceux-ci constituent un conseil des réviseurs d'entreprises agréés, qui devra choisir un président parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui n'a pas à être ni associé, ni réviseur d'entreprises agréé. Les règles des présents statuts concernant la convocation et la conduite des réunions du conseil de gérance s'appliquent à la convocation et à la conduite des réunions du conseil des réviseurs d'entreprises agréés.

F. Exercice social - Bénéfices - Dividendes provisoires

Art. 24. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 25. Bénéfices.

25.1 Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et les gérants dressent un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières de toutes les dettes actives et passives de la Société. Tout actionnaire peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

25.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, au moins cinq pour cent (5 %) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société. Dans le souci d'éviter le moindre doute, les contributions au compte de prime d'émission ne sont pas incluses dans le capital social de la Société pour l'objet de cet article 27.2. Les affectations à cette réserve légale peuvent être entièrement libérées lors de chaque souscription.

25.3 Les sommes allouées à la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'associé en question accepte cette affectation.

25.4 En cas de réduction de capital, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

25.5 En considération des engagements supportés par la Société conformément à la Loi sur la Titrisation, le surplus des profits annuels nets sera distribué aux actionnaires.

Art. 26. Dividendes intérimaires. Le conseil de gérance pourra décider de déclarer et de payer des dividendes intérimaires à partir des profits et réserves disponibles pour une telle distribution, notamment à partir de le compte de prime

d'émission et les excédents d'exploitation, aux conditions et dans les limites prévues par la Loi sur les Sociétés Commerciales, sous réserve que (i) des comptes intermédiaires ont été établis, démontrant suffisamment de fonds disponibles et (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faites depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, plus tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, notamment mais pas exclusivement les sommes retirées du compte de prime d'émission, moins des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des présents statuts.

G. Liquidation

Art. 27. Liquidation.

27.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés qui, de la manière décrite à l'article 13 des présents statuts, décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun.

27.2 Le surplus résultant de la réalisation des actifs et du paiement du passif doit être distribué entre les associés selon la manière décrite à l'article 25 des présents statuts.

H. Loi applicable

Art. 28. Loi applicable.

28.1 Les présents statuts doivent être lus et interprétés selon le droit luxembourgeois, auquel ils sont soumis.

28.2 Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la Loi sur la Titrisation ou la Loi sur les sociétés commerciales.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social de la Société commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2014.

2) Les bénéfices provisoires peuvent aussi être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Les parts sociales ont été émises comme suit:

M&G RED III SLP LP, susnommée, a payé onze mille deux cent trente-sept livres sterling et cinquante pence (GBP 11.237,50) pour une souscription d'un million cent vingt-trois mille sept cent cinquante (1.123.750) Parts Sociales de classe B.

M&G RED III SLP GP Limited, susnommée, a payé douze livres sterling et cinquante pence (GBP 12,50) pour une souscription de mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de classe B.

Gjensidige Forsikring ASA susnommée, a payé mille deux cent cinquante livres sterling (GBP 1.250) pour une souscription de cent vingt-cinq mille (125.000) Parts Sociales de classe A.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12.500.-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ mille deux cents euros (1.200,-EUR).

Assemblée générale des associés

Les associés constituants, représentant l'intégralité du capital social de la Société et considérant avoir été dûment convoqués, ont immédiatement procédé à la tenue d'une assemblée générale des associés. Après avoir vérifié que l'assemblée est valablement constituée, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

1. Le nombre de membres au conseil de gérance a été fixé à trois (3).

2. Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société:

a) M. John Michael PAGE, né le 10 octobre 1971, à Newport, Royaume-Uni, résidant professionnellement au Governors House, 5, Laurence Pountney Hill, Londres, EC4R 0HH, Royaume-Uni;

b) M. Philip John GODLEY, né le 21 mars 1974 à Sheffield, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

c) M. Yves Marie Edmée WAGNER, né le 16 novembre 1958, à Luxembourg, résidant professionnellement au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

3. Le mandat des gérants se termine à la date à laquelle l'assemblée générale des associés/l'associé unique, selon le cas, décide de l'approbation des comptes de la Société pour l'exercice social 2014 ou à toute date antérieure déterminée par l'assemblée générale des associés/l'associé unique, selon le cas.

4. L'adresse du siège social de la Société est fixée au 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparantes, connue du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, ladite mandataire a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: FANTUZ, MEYERS en remplacement de Me GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 février 2014. Relation: LAC/2014/8908. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 4 mars 2014.

Référence de publication: 2014033786/727.

(140038189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2014.

AmTrust Re Alpha, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 22.258.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-third of December.

Before, Maître Paul DECKER, notary, residing in Luxembourg.

Was held

the Extraordinary General Meeting of the shareholders of the public limited liability company "AmTrust Re Alpha", having its registered office at L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, incorporated by a deed enacted by Me Jean-Paul HENCKS, notary residing in Luxembourg on 13 December 1984, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 13 dated 18 January 1985, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under the number B 22258, ("The Company").

The meeting was opened at 10:15 a.m. and was presided by Mrs Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally in Luxembourg who also is appointed as secretary.

The meeting elected as scrutineer Mrs Valérie COQUILLE, Legal Manager, residing professionally in Luxembourg

The bureau of the meeting having thus have been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. To increase the corporate capital by an amount of three million five hundred thousand United States Dollars of America (USD 3,500,000.-) from its present amount of twenty-third million five hundred thousand United States Dollars of America (USD 23,500,000.-) represented by five hundred ninety-eight (598) shares to twenty-seven million United States Dollars of America (USD 27,000,000.-) without issuing new shares, but by increasing the intrinsic value of the shares.

2. Subscription and liberation.

3. Amendment of Article 5 of the Articles of Incorporation.

4. Miscellaneous.

II) The shareholder present, and the number of his shares are shown on an attendance list, which, signed "ne varietur" by the sole shareholder present, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time by the registration authority.

III) The attendance list shows that the whole capital of de Company is present at the present extraordinary general meeting.

IV) The chairman states that the present meeting is regularly constituted and may validly decide on its agenda. The sole shareholder present acknowledges and confirm the statements made by the chairman.

The chairman then submits to the vote of the members of the meeting the following resolutions:

First resolution

The general meeting increases the corporate capital by an amount of three million five hundred thousand United States Dollars of America (USD 3,500,000.-) from its present amount of twenty-third million five hundred thousand United States Dollars of America (USD 23,500,000.-) represented by five hundred ninety-eight (598) shares to twenty-seven

million United States Dollars of America (USD 27,000,000.-) without issuing new shares, but by increasing the intrinsic value of the shares.

Second resolution

It is stated that the full payment of the above realised increase of capital has been done by the Sole Shareholder by payment in cash, so that the sum of three million five hundred thousand United States Dollars of America (USD 3,500,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who states it.

Third resolution

The general meeting decides consequently to amend Article 5 of the Articles of Incorporation will henceforth have the following wording:

“ **Art. 5. Corporate Capital.** The corporate capital of the company is set at twenty-seven million United States Dollars of America (USD 27,000,000.-) divided into five hundred ninety-eight (598) shares, without nominal value, fully paid in.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the corporation as a result of this document are estimated at approximately two thousand eight hundred and fifty euro (EUR 2,850.-).

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon adjourned at 10:30 a.m.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing parties, well known by the notary, by her surname, first name, civil status and residence, have signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-trois décembre.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «AmTrust Re Alpha», une société anonyme avec siège social à 534, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg constituée suivant acte reçu par Me Jean-Paul HENCKS, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 décembre 1984, publié au Mémorial C numéro 13 du 18 janvier 1985, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Grand-Duché de Luxembourg sous le numéro B 22258 (la «Société»).

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 10.15 heures sous la présidence de Mlle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg qui se désigne également comme secrétaire.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Mme Valérie COQUILLE, Legal Manager, demeurant professionnellement à Luxembourg

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, la présidente déclare et requiert le notaire d'acter que:

L'agenda de la réunion est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de trois millions cinq cent mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (3.500.000.-USD) pour porter le capital ainsi de son montant actuel de vingt-trois millions cinq cent mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (23.500.000.- USD) à vingt-sept millions de Dollars des Etats-Unis d'Amérique (27.000.000.- USD) par augmentation du pair comptable.

2. Souscription et libération.

3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital précitée.

4. Divers.

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social d'un montant de trois millions cinq cent mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (3.500.000.- USD) pour porter le capital ainsi de son montant actuel de vingt-trois millions cinq cent mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (23.500.000.- USD) à vingt-sept millions de Dollars des Etats-Unis d'Amérique (27.000.000.- USD) par augmentation du pair comptable.

Deuxième résolution

Il est constaté que la libération intégrale de l'augmentation de capital ci-avant réalisée a été faite par l'Actionnaire Unique moyennant versement en numéraire, de sorte que la somme de trois millions cinq cent mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (3.500.000.- USD) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire qui le constate.

Troisième résolution

Afin de refléter les résolutions précédentes, l'assemblée générale décide modifier en conséquence l'article 5 des Statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital Social.** Le capital social de la Société est fixé à vingt-sept millions de Dollars des Etats-Unis d'Amérique (27.000.000.- USD) divisé en cinq cents quatre-vingt-dix-huit (598) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée à 10.30 heures.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à deux mille huit cent cinquante euros (2.850,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française à la requête de la personne comparante et en cas de divergence entre les deux versions, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite aux comparants connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V.COQUILLE, V.PIERRU, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23.12.2013. Relation: LAC/2013/59574. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 23.12.2013.

Référence de publication: 2014033529/118.

(140037958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2014.

Mont Blanc Sports Group Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.865.348,90.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 178.776.

—
Extrait des résolutions du conseil de gérance de la société Mont Blanc Sports Group Holding S.à r.l. du 28 février 2014

1. Acceptation du changement du numéro d'enregistrement de l'associé Altor Fund III GP Limited de 103787 en 100563 et, par conséquent, de la mise à jour des données de la société auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

2. Acceptation du transfert de:

- (a) Quatre-vingt mille trois cent soixante (80,360) parts sociales ordinaires de classe A;
- (b) Quatre-vingt mille trois cent soixante (80,360) parts sociales ordinaires de classe B;
- (c) Quatre-vingt mille trois cent soixante (80,360) parts sociales ordinaires de classe C;
- (d) Quatre-vingt mille trois cent soixante (80,360) parts sociales ordinaires de classe D;
- (e) Quatre-vingt mille trois cent soixante (80,360) parts sociales ordinaires de classe E;
- (f) Quatre-vingt mille trois cent soixante (80,360) parts sociales ordinaires de classe F;
- (g) Quatre-vingt mille trois cent soixante (80,360) parts sociales ordinaires de classe G;
- (h) Quatre-vingt mille trois cent soixante (80,360) parts sociales ordinaires de classe H;
- (i) Quatre-vingt mille trois cent soixante (80,360) parts sociales ordinaires de classe I;
- (j) Quatre-vingt mille trois cent soixante (80,360) parts sociales ordinaires de classe J;
- (k) un million neuf cent trente-trois mille neuf cent vingt (1,933,920) parts sociales préférentielles de classe A2;

dans Mont Blanc Sports Group Holding S.à r.l., ayant une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0.10) chacune et détenues par Altor Fund III GP Limited, une société constituée selon la loi de Jersey, enregistrée sous le numéro 100563 et ayant son siège social à 11-15 Seaton Place, St Helier, Jersey JE4 OQH, vers Mavilia SAS, une société constituée selon

la loi française, enregistrée sous le numéro 483 501 276 et ayant son siège social à 28, rue des Colonnes du Trône, 75012 Paris, France.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 février 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014034195/33.

(140038576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2014.

IVG HAEK HoldCo, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.092.500,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 150.554.

Auszug aus der schriftlichen Beschlussfassung des alleinigen Gesellschafters der Gesellschaft vom 28. Februar 2014

Am 28. Februar 2014 hat der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft folgende Beschlüsse gefasst:

- Abberufung von Herrn Osman Saritarla, geschäftsansässig in 22, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 3, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, mit Wirkung vom 28. Februar 2014 von seinem Mandat als Geschäftsführer der Gesellschaft;

- Abberufung von Herrn Bernhard Berg, geschäftsansässig in THE SQUAIRE 18, Am Flughafen, D-60549 Frankfurt am Main, Bundesrepublik Deutschland, mit Wirkung vom 28. Februar 2014 von seinem Mandat als Geschäftsführer der Gesellschaft;

- Ernennung von Frau Irmgard Linker, geboren am 29. August 1968 in Friedberg, Deutschland, geschäftsansässig in THE SQUAIRE 18, Am Flughafen, D-60549 Frankfurt am Main, Bundesrepublik Deutschland, als Geschäftsführerin der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung und dies für eine unbestimmte Zeit;

- Bestellung von Herrn Dr. Matthias Eder, geboren am 30. November 1976 in Würzburg, Deutschland, geschäftsansässig in 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, als Geschäftsführer der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung und dies für eine unbestimmte Zeit;

- Bestellung von Herrn Cyril Amos Schelling, geboren am 20. Mai 1980 in St. Quentin, Frankreich, geschäftsansässig in 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, als Geschäftsführer der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung und dies für eine unbestimmte Zeit.

Infolge der vorliegenden Beschlüsse wird sich der Geschäftsführerrat der Gesellschaft fortan wie folgt zusammensetzen:

- Herr Dr. Matthias Eder;

- Frau Irmgard Linker und

- Herr Cyril Amos Schelling.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 28. Februar 2014.

IVG HAEK HoldCo

Unterschrift

Référence de publication: 2014033735/33.

(140037791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2014.

Siblings Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 177.567.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Siblings Holding S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014035572/11.

(140040166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2014.
